

RE LE SIDA

'école du sida

SUR LE SIDA
vention

ns L
da

ponses des Eg

ais

SŒUR MARIE-LUC, RESPONSABLE DE L'ASSOCIATION JAMRA

Eglise n'est pas indifférente au problème du sida

pour passer l'informa-
s tabous, pour éduq
femmes particulièr

ismane Ngom,

blée nationale

le ministre de la Fer
Mme A

L'UDEN s'engage

10-11 Avril 1996, le
organisé, en

esseur Eva Marie Coll SECK
C.H.U. de Fann, Alpha WADE
génieur statisticien au laboratoire

de l'H.A.L.D. de Daka
eorges Tiendrébé
ce. Avec du maté
gracieusement 'mi
tion par Sida-servic
stance Inter

out de «donner l'opportunit
parlementaire»
s partenaire
tte contre l'e
prendre la né

La formation au service de la lutte contre le sida

AFRICA CONSULTANTS INTERNATIONAL

infectées
elle, deviennent plus
celles qui le sont se tro
ment dans les tranche
actives et les plus fécor
sons, selon Mme Ndiay

Ces trois j
constituent le premier jar
stratégie d'implication effective

LONGUE QUETE D'UN DIALOGUE

maladie qui pose des problèmes
ques et juridiques et destabilise le
de santé déjà précaire. C'est

référence sur
lui, le taux
Sénégal es
sida déclarés au

«Le Sida n'a pas de religion»

LATIF GUEYE, PRESIDENT DE L'ASSOCIATION JAMRA

éduque la population
médico-scientifiques mais aussi sur

SIDA : la bataille

«Le Sida n'a pas de religion»

L'expérience du Projet AIDSCAP au Sénégal dans l'implication des leaders d'opinion dans la lutte contre le SIDA

ation, sous forme d'exercices,
comme le jeu de «Feu de brous-
se», seront utilisées pour sensibi-
liser les députés.

et avec compassion les sé
es malades du Sida affi 1997
hainement du rejet et de la
savant de suscit

ers religieux catholiques.
da Service dispose également d'un
centre d'information, d'écoute, d'accueil

Sante, etc. ont eux aussi fait part de
résultats obtenus sur le terrain à tra
vers des séances de sensibilisatio
et d'information. Des personne

**AFRICA
CONSULTANTS
INTERNATIONAL**

• BP 5270 •
Dakar-Fann
Sénégal



ACI ANNEXE

989 bis Sicap Baobabs - Dakar
Tél.: (221) 824 83 38
Fax : (221) 824 07 41
E-mail: aciannex@enda.sn

**BAOBAB TRAINING AND
RESSOURCE CENTER**
509 Sicap Baobabs - Dakar
Tél.: (221) 825 36 37
Tél.: (221) 825 49 72
Fax (221) 824 07 41
E-mail: aci@enda.sn

Originellement un bureau de consultation spécialisé dans la communication, la formation et le développement en Afrique, l'ONG Africa Consultants International (ACI) a depuis lors élargi son champ d'intervention en y intégrant la lutte contre le Sida par le biais de la formation, la documentation et le plaidoyer.

Tout ou partie de cet ouvrage peut être reproduit sans autorisation préalable sous réserve que la distribution soit gratuite, la source mentionnée et une copie envoyée à ACI.



LONGUE QUETE D'UN DIALOGUE

*L'expérience du Projet AIDSCAP au Sénégal dans l'implication
des leaders d'opinion dans la lutte contre le SIDA*

1997

Méthodologie

Cette brochure est basée sur une étude de cas sur le dialogue politique au Sénégal. Commanditée par le Projet AIDSCAP, elle s'attachait à cerner les mécanismes qui ont servi à l'instauration du dialogue politique au Sénégal.

L'étude de cas a été réalisée, sous la direction de M^{me} Fatou Sarr, sociologue assistée de : Edmond Bagdé, journaliste; Catherine Diouf, assistante sociale, Gary Engelberg, consultant/formateur, Sangoné Mboup, consultant en santé publique, Georges Tiendrebéogo, pédiatre et Fatou Ndiaye, secrétaire, avec le support technique de ACI.

L'approche a été qualitative et les principales techniques utilisées ont été la recherche documentaire et les entretiens.

La recherche documentaire concernait essentiellement les études qui ont été réalisées en direction des cibles : religieux, parlementaires, leaders communautaires. Elle a permis d'avoir recours aux statistiques disponibles sur la question.

Les entretiens ont concerné principalement les acteurs du processus :

- 1) **Les responsables des organisations** que sont ACI, JAMRA, SIDA-Service, l'Eglise protestante, AIDSCAP et le CNLS.
- 2) **Des parlementaires.**
Une trentaine de parlementaires a suivi de manière régulière le colloque et parmi eux six ont pu participer à l'entretien.
- 3) **Des leaders communautaires.**
Sur les 250 personnes qui ont suivi les six sessions de formation, à Thiès, Kaolack, Dakar et Ziguinchor, et des trois départements de Dakar (Rufisque, Pikine, Dakar), 42 participants ont été identifiés pour participer aux entretiens.

Le guide d'entretien cherchait surtout à voir l'impact des sessions de formation et les suites données à ces formations sur le terrain.

Cet ouvrage se veut un outil de vulgarisation des résultats de cette étude de cas sur l'expérience du Projet AIDSCAP au Sénégal dans l'implication des leaders d'opinion dans la lutte contre le SIDA.

SOMMAIRE

Méthodologie	2
Préface	5
I - Définition d'un "Dialogue Politique"	7
II - Reflets d'une Approche	9
III - Les atouts du Sénégal	13
3.1 - Spécificités religieuses	13
3.2 - Dynamisme associatif et communautaire	13
3.3 - Vieille tradition de dialogue et de concertation	13
3.4 - Faible prévalence et émergence des compétences médicales nationales	14
IV - Préalables d'un processus : le rôle clé du CNLS et du Projet AIDSCAP	15
4.1- Du soutien administratif et politique du CNLS... ..	15
4.2 - ...À l'appui financier, technique et matériel du Projet AIDSCAP	15
V - Identification des acteurs	17
5.1 - ACI et le milieu du développement communautaire	17
5.2 - JAMRA, porte d'entrée dans les familles maraboutiques	18
5.3 - SIDA Service, l'espace chrétien	19
VI - Les approches décisives	21
6.1 - Particularités d'un modèle de formation	22
6.1.1 - La puissance des images	23
6.1.2 - Ce "Feu de brousse" qui déchaîne les émotions	24
6.1.3 - Outils en mains	25
6.2 - Les grandes actions	27

PREFACE

Ces huit dernières années, Family Health International à travers, le projet AIDSCAP financé par l'USAID a assisté plusieurs pays dans le développement et la mise en œuvre de stratégies de prévention de l'épidémie à VIH/SIDA.

L'une des composantes clés du programme est la Communication pour le changement de comportement. La création d'un environnement de soutien pour les activités de communication s'avérerait donc cruciale.

Au Sénégal, cette stratégie appelée "Dialogue politique ou Dialogue des politiques" trouve son fondement dans les initiatives du PNLS dès le début de l'épidémie et la résolution présentée par la délégation sénégalaise lors de la conférence de l'OUA tenue en Juillet 1992

Cette conférence constitue le point de départ d'une nouvelle stratégie qui se résume à la "mobilisation de l'ensemble de la société pour la lutte contre le SIDA" et surtout "l'implication des chefs religieux et traditionnels" pour conscientiser les communautés sur les problèmes du SIDA.

A travers des ONG comme ACI, JAMRA, et SIDA SERVICE, le PNLS et AIDSCAP ont initié des études, des rencontres, et des formations pour une meilleure mise en œuvre de cette stratégie.

L'évaluation de ces interventions a montré des acquis importants qui pourraient expliquer les résultats positifs dans le domaine de la communication pour la prévention du VIH/SIDA au Sénégal.

L'élaboration de cette brochure est une tentative de :

- partager les expériences tirées de cette démarche, dans un pays où la religion a été amenée à devenir un allié à un programme touchant à plusieurs aspects sensibles comme la sexualité, ceci dans une société encore assez conservatrice.
- partager les leçons sur les interventions où des leaders politiques et communautaires sont arrivés à mettre en commun leurs talents, leurs influences pour une même cause.

La démarche décrite dans cette brochure constitue un guide pour tout leader, tout manager ou responsable de programme ou personne intéressé par la communication ou la négociation avec des personnes reconnues comme leaders, ou responsables dans leur communauté et qui peuvent l'influencer et l'amener à des changements de comportement.

En conclusion, cette brochure est un outil de travail pour toute personne impliquée dans le renforcement de la réponse communautaire face à l'infection à VIH/SIDA.

Pamela Onyango
Représentant Résidant

Dakar, Sénégal, 15 septembre 1997

AIDSCAP/FHI Sénégal

Ramatoulaye Dioum
Responsable de l'IÉC

I - DEFINITION DU "DIALOGUE POLITIQUE"

L'implication dans la lutte contre le SIDA de personnes reconnues comme leaders, guides ou responsables dans leur communauté.

Traduit de l'expression anglaise "policy dialogue", le dialogue politique est une expression trompeuse qui semble faire allusion au dialogue dans le milieu politique. En fait, le dialogue politique ou "dialogue des politiques" est le processus d'information, de sensibilisation et de négociation pour l'implication dans la lutte contre le SIDA de personnes reconnues comme leaders, guides ou responsables dans leur communauté.

Dans la mesure où les changements de comportement souhaités (au Sénégal) demandaient nécessairement la validation des interventions par les autorités morales et religieuses des communautés, il devenait capital, face à l'urgence du problème, d'aller à la rencontre des leaders à tous les niveaux : religieux, politiques, communautaires etc. pour les amener à s'impliquer dans la recherche de solutions aux problèmes posés par l'épidémie VIH/SIDA.

L'objectif du dialogue politique est de créer un environnement propice aux activités de lutte contre le SIDA pour le bien-être de la communauté en impliquant ceux qui ont une influence sur cette dernière et qui peuvent l'amener à des changements de comportement.

"Il est, en effet, désormais admis par tous que le SIDA ne peut être vaincu avec une approche gouvernementale, la meilleure stratégie étant l'implication de toutes les communautés et leurs représentants..."

Me. Ousmane Ngom
Ministre de la Santé Publique
et de l'Action Sociale

Allocution d'ouverture des journées
parlementaires d'information sur le SIDA
Dakar, le 1er juillet 1996

Lutte contre le sida

Les députés à l'école du sida

LUTTE CONTRE LE SIDA LES DÉPUTÉS À L'ÉCOLE DU SIDA

Les journées parlementaires d'information sur le sida qui se sont ouvertes à Dakar permettent aux députés de se sensibiliser sur les dangers de la maladie qui exige une mobilisation des spécialistes du sida démontrant la nécessité de mesures efficaces.

Après le relèvement du statut de la lutte contre le sida, les députés ont tenu des journées parlementaires d'information sur le sida qui se sont ouvertes à Dakar. Elles ont permis de sensibiliser les députés sur les dangers de la maladie et de mobiliser les spécialistes du sida pour démontrer l'efficacité des mesures prises.



Prévention

Assemblée nationale
Comité national de lutte contre le sida

LUTTE CONTRE LE SIDA

Les députés à l'école du sida

Le président Cheikh Cissokho accompagné des ministres Aminata Mbengue Ndiaye et d'autres personnalités, visite les stations luttant contre la propagation du sida.

Les députés enfourchent le cheval de bataille



II - REFLETS D'UNE APPROCHE

Au cours des années 1995-1996, le milieu de la lutte contre le SIDA s'est enrichi d'un environnement favorable

Le milieu de la lutte contre le SIDA a connu un tournant important au cours des années 1995-1996. Il venait, en effet, de s'enrichir d'un environnement favorable avec l'instauration du dialogue politique. Désormais, c'est en rangs serrés que les acteurs conjuguent leurs forces autour de la problématique SIDA:

Ce jour du 1er juillet 1996, le grand portail de la maison de l'Assemblée Nationale attire l'attention de plus d'un passant. "Journées parlementaires d'information sur le SIDA", peut-on lire sur une banderole orientée vers le grand rond-point qui jouxte l'entrée principale du Parlement.



A l'intersection, qui donne directement sur les grandes entrées du Parlement, convergent exceptionnellement des locataires autres que les seuls députés, vers le grand hall de l'imposante bâtisse, déjà en pleine effervescence.

Les membres d'ONG, de mouvements de lutte contre le SIDA et même d'associations des personnes vivant avec le VIH, venus de Dakar et des autres régions du Sénégal, ont ainsi pris d'assaut tôt le matin l'hémicycle, transformant de fait son gigantesque hall en un véritable "village". Lors de cette exposition, des projections de films aux affiches, en passant par la distribution des dépliants au niveau des stands, rien n'est laissé au hasard pour camper la gravité de la maladie du SIDA.

Cette ambiance de foire se passe en parfaite harmonie avec l'arrivée cérémonieuse des grands invités : ministres, représentants des organismes internationaux accrédités au Sénégal (USAID, PNUD, UNICEF, etc.), leaders religieux et bien des partenaires (AIDSCAP) accueillis par le protocole et installés dans l'hémicycle où est prévu le démarrage des travaux. Dans la salle, attendaient déjà quelques figures emblématiques de la lutte contre le SIDA au Sénégal, notamment les professeurs Souleymane Mboup, Awa Marie Coll Seck et le Docteur Ibra Ndoye...

L'enjeu est donc de taille.

"Il est une dimension de la maladie devant laquelle les pouvoirs publics, l'Assemblée nationale en particulier, ne sauraient rester passifs (...)", lancera solennellement le président de l'Assemblée Nationale quelques minutes plus tard, dans son discours d'ouverture des travaux.

Les parlementaires sont dès lors interpellés à haute voix.

"La pleine implication des Honorables représentants du peuple que vous êtes (...), nous fera faire sans aucun doute un grand bond en avant dans le cadre de cette approche communautaire (contre le SIDA)", renchérit le ministre de la Santé et de l'action sociale.

Le mot est lâché. Deux jours durant, le milieu communautaire de lutte contre le SIDA au Sénégal et les députés ont dialogué et se sont directement concertés sur la problématique SIDA.

L'enjeu est de taille

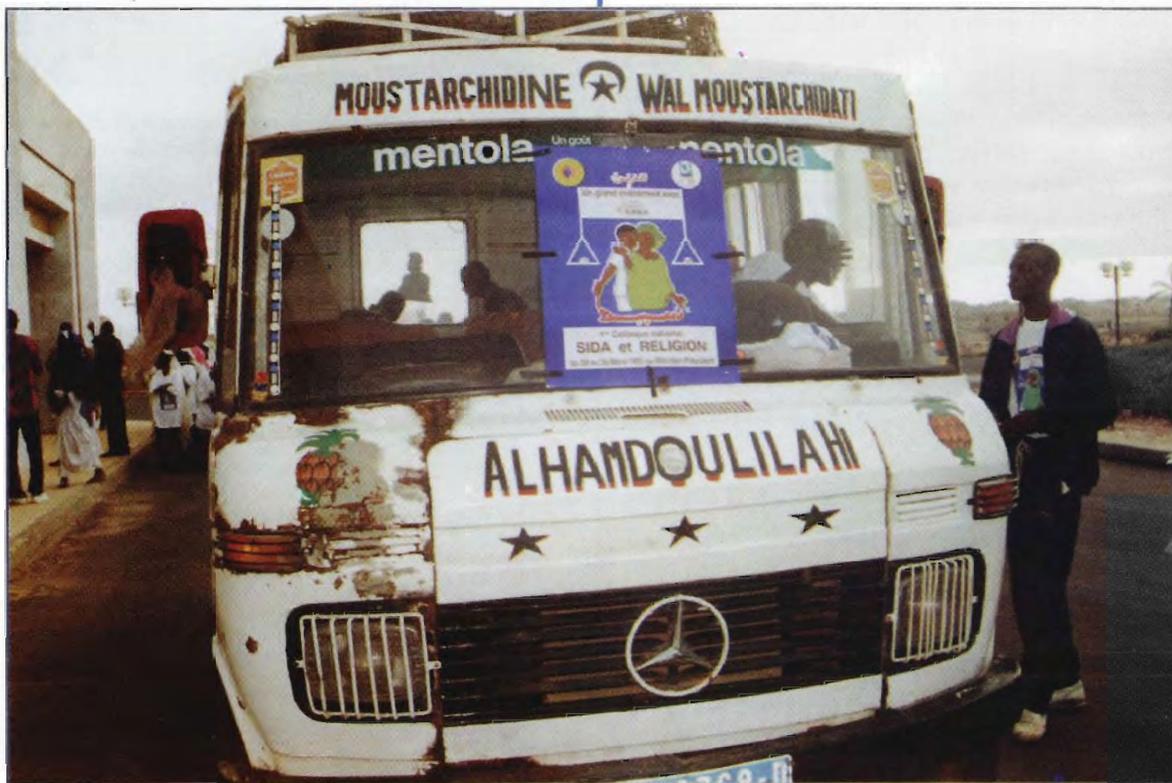


Le Président de l'Assemblée Nationale prononçant le discours d'ouverture des "Journées parlementaires d'information sur le SIDA".

On se souvient également d'autres journées pendant lesquelles, tour à tour, musulmans et chrétiens ont marqué d'une pierre blanche leur engagement dans la lutte contre le SIDA.

Il est des moments dans la vie d'une communauté où rien ne peut résister devant sa détermination...

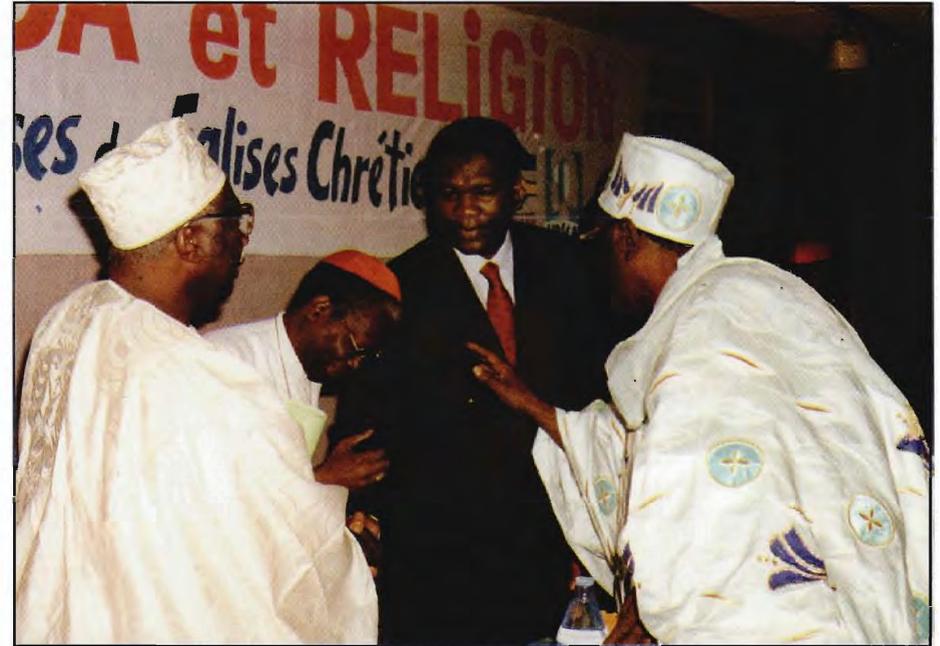
Il est des moments dans la vie d'une communauté où rien ne peut résister devant sa détermination quand elle se sent menacée dans son existence. C'est l'exemple que nous a servi la communauté musulmane du Sénégal les 29 et 30 mars 1995, lorsque des centaines de croyants ont décidé d'aller à la croisade du SIDA, à travers un colloque : "SIDA et religion : les réponses de l'Islam".



Pendant deux jours donc, les leaders de la communauté musulmane, tout courant confondu, venus aussi bien de Dakar que des régions ont pris part aux travaux de ce colloque. L'ambiance qui a prévalu lors des séances plénières dans l'amphithéâtre du Complexe King Fahd n'a pas trahi la particularité du colloque. Les discours sont ponctués de prières et récitations des versets de Coran. Derrière l'autel entièrement occupé par des hauts dignitaires musulmans et politiques, on aperçoit l'immense tribune de cette salle remplie de participants en tenues de grands jours religieux, des femmes en foulards et des jeunes, arborant des tee-shirts sur lesquels on peut lire "Réponses de l'Islam au SIDA".

C'était le triomphe d'une prise de conscience. Par cette initiative, les Musulmans venaient de franchir un pas difficile dans la sous-région. Les préjugés qui entouraient la pandémie du SIDA dans les milieux religieux étaient tels que plus d'un observateur manquait de mots pour exprimer sa surprise face au degré de mobilisation et au niveau de participation atteints par ce colloque.

Une autre image demeure aussi forte dans les annales de la mobilisation sociale au Sénégal. Dans une salle de conférence archi comble d'un hôtel de la place, les 9 et 10 janvier 1996, se sont assis côte à côte le Cardinal du Sénégal et le Grand Imam de la mosquée de Dakar auprès du ministre de la Santé avec, à sa droite, le représentant des Eglises protestantes. Ces hautes personnalités religieuses ont tenu à répondre à un rendez-vous exceptionnel auquel un colloque les a conviés : "SIDA et Religion : Réponses des Eglises chrétiennes". Et elles ont toutes également tenu à conjurer le même mauvais sort : le SIDA.



Avec ces religieux, le génie mobilisateur de la lutte contre le SIDA venait d'inaugurer le début d'une longue quête d'un dialogue qui explorera les pistes aussi variées que porteuses. Leaders communautaires, parlementaires, haute hiérarchie religieuse et mouvements de lutte contre le SIDA partagent désormais les mêmes convictions et les mêmes préoccupations :

- celles du danger que représente la propagation du SIDA dans la communauté,
 - celles également de la vertu du dialogue et de la solidarité indispensable entre les différentes composantes d'une société pour venir à bout de cette terrible pandémie du SIDA.
-

Ce bref aperçu de scènes de mobilisation tente simplement de planter un décor global dont la configuration a fait l'objet de minutieuses préparations voire de négociations. Au-delà de ce décor, il s'agit également et surtout de la réalisation d'un idéal, celui de parvenir à rassembler, aussi largement que possible, toutes les composantes de la société sénégalaise autour d'une même plate-forme de bien-être communautaire : la lutte contre le SIDA. A la perception purement médicale des choses, s'ajoute désormais l'approche communautaire. La recherche des réponses communautaires aux problèmes posés par l'épidémie du VIH/SIDA focalise dès lors les loupes et réoriente les stratégies nationales.

Ici, en conversation de la gauche vers la droite: Maodo Sylla, Imam Ratib de la grande mosquée de Dakar; le Cardinal Hyacinthe Thiandoum; le Ministre de la Santé, Me Ousmane Ngom et le Grand Serigne de Dakar, Bassirou Diagne Marema.

III - LES ATOUTS DU SENEGAL

Le Sénégal dispose de plusieurs atouts non-négligeables chaque fois que la mobilisation s'avère nécessaire...

En s'engageant sur la piste communautaire à la recherche du dialogue politique, le Sénégal disposait de plusieurs atouts :

- une certaine force socio-religieuse,
- une longue expérience de mobilisation sociale,
- une culture fondée sur la concertation et sur la valorisation de la participation de l'autre,
- un apport non-négligeable des compétences médicales et sociales de plus en plus engagées dans les recherches biomédicales et sociales sur le SIDA.

3.1 Spécificités religieuses

Pays fortement religieux, 94,1 % de musulmans et 4,9 % de chrétiens, le Sénégal a également la particularité de jouir d'un réel dialogue inter-religieux. Les deux communautés religieuses cohabitent toujours en harmonie et n'hésitent pas à se concerter. Aussi, les deux disposent-elles chacune de tout un réseau. Les chrétiens à travers les écoles, les structures de santé et les mouvements de jeunesse. Quant à la communauté musulmane, elle compte des associations religieuses (Dahiras), des écoles coraniques (Daaras) traditionnelles et modernes.



La mobilisation communautaire demeure un atout de taille dans la lutte contre le SIDA au Sénégal.

Atouts non négligeables chaque fois que la mobilisation s'avère nécessaire !

3.2 Dynamisme associatif et communautaire

Le Sénégal regorge également de grandes potentialités incarnées par les mouvements associatifs et communautaires. Des groupements de femmes aux associations sportives et culturelles, en passant par les ONG et autres regroupements d'obédience religieuse, les grandes composantes de la société sénégalaise se sont toutes ou presque regroupées dans des grands cadres de concertation.

Ceci confère aux mouvements associatifs et communautaires du Sénégal une capacité de mobilisation extraordinaire grâce aux réseaux qu'ils ont pu se créer dans leurs champs d'intervention respectifs.

3.3 Vieille tradition de dialogue et de concertation

Dans les coutumes et les traditions sénégalaises, le dialogue semble être la vertu la plus partagée. Pays de "palabres", la concertation et le dialogue sont érigés, par les différentes composantes, en valeurs incontournables susceptibles d'apporter des réponses efficaces à n'importe quel problème.

3.4 Faible prévalence et émergence des compétences médicales nationales

Sur le plan médical, le pays est caractérisé par une prévalence du VIH/SIDA relativement faible, située en dessous de 2 %. Ceci donne au Sénégal un petit temps supplémentaire pour freiner l'évolution exponentielle de l'infection et de la maintenir à un taux faible.

En outre, l'émergence de compétences nationales en matière de recherches, aussi bien biomédicales que sociales, sur le SIDA érige le Sénégal en pôle d'attraction en la matière.



*De gauche à droite assis : les Professeurs Souleymane Mboup et Awa Marie Coll-Seck.
Debout : Docteur Ibra Ndoye, Coordinateur du PNLS.*

C'est donc fort de tous ces atouts et convaincu de la nécessité d'anticiper sur la propagation du SIDA dans le pays que le Comité national de lutte contre le SIDA (CNLS), appuyé par des partenaires nationaux et internationaux, s'est engagé dans l'exploration de l'approche communautaire par l'instauration d'un dialogue politique. Et la conférence de l'OUA tenue en juillet 1992 a été le point de départ officiel de cette approche, suite à une résolution présentée par la délégation sénégalaise devant la 28^{ème} session ordinaire des chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

Cette conférence marquera donc le début d'une nouvelle stratégie dont le point dorsal se résume à la "mobilisation de l'ensemble de la société pour la lutte contre le SIDA" et surtout "l'implication des chefs religieux et traditionnels" dans le souci de la conscientisation des communautés sur les problèmes du SIDA.

Faisant sienne cette définition formelle des contours de la nouvelle approche, le Sénégal a conçu, adapté et articulé le dialogue politique sur le SIDA autour des stratégies tirées du contexte local et en adéquation avec la philosophie des différentes forces socio-politiques et religieuses du pays.

"Nous, Chefs d'Etats ou de Gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, réunis à l'occasion de la vingt-huitième session ordinaire de notre Assemblée à Dakar, du 29 Juin au 1er Juillet 1992, entendons nous dévouer à ce programme d'action en nous engageons pleinement sur le plan politique afin de mobiliser l'ensemble de la société pour la lutte contre le SIDA."

"Nous devons insister sur la gravité et l'urgence du problème et annoncer à la population que la stabilité du pays et sa survie sont en jeu. Nous ne devons plus ménager les susceptibilités et devons parler franchement de la manière de prévenir le SIDA (...). Nous devons encourager les chefs traditionnels et religieux à faire de même et ainsi protéger leurs communautés du SIDA."

Extrait de la Déclaration de l'OUA, sur l'épidémie de SIDA en Afrique, Juillet 1992

IV - PRÉALABLES D'UN PROCESSUS : Le rôle clé du CNLS et du Projet AIDSCAP

*Le CNLS a su user
de son statut public
au profit de la réalisation
du dialogue politique.*

*...Un appui important
[de AIDSCAP] aux activités*

Les deux structures se sont montrées complémentaires dans leurs interventions.

4.1 - Du soutien administratif et politique du CNLS...

Dans les limites des prérogatives qui lui ont été conférées par le décret 00 12 91 de février 1990, notamment "la coordination des activités de lutte contre le SIDA sur le plan national", le CNLS, créé en 1987, a conçu, soutenu et suivi de bout en bout les stratégies ayant abouti à l'instauration effective du dialogue politique.

En s'appuyant sur les structures publiques et grâce à une vaste campagne menée auprès des autorités publiques, le CNLS a réussi à donner un cachet administratif et officiel aux démarches entreprises en vue de traduire le dialogue politique dans les faits.

Etant elle-même une structure publique reconnue comme telle, le CNLS, dont le programme (PNLS) fait partie des quinze programmes prioritaires de santé tracés au niveau gouvernemental, a su user de son statut public au profit de la réalisation du dialogue politique.

A ce soutien administratif, on peut également ajouter la caution politique dont le CNLS a pu bénéficier auprès des différentes sensibilités politiques elles-mêmes préoccupées par la gravité du SIDA, gage indispensable pour rassembler, le plus largement possible, des adhésions à la cause.

4.2 ... à l'appui financier, technique et matériel du Projet AIDSCAP

L'appui du Projet AIDSCAP, financé par l'USAID et géré par l'ONG américaine Family Health International (FHI) peut se mesurer en termes d'intervention voire d'un appui important aux activités dans les quatre régions sur dix que compte le Sénégal.

Les régions de Dakar, Thiès, Kaolack et Ziguinchor ont eu ainsi le privilège de se trouver dans la zone d'intervention de AIDSCAP, où les activités de prévention et de recherche sur le SIDA bénéficient, sous certaines conditions, du soutien matériel ou financier du projet AIDSCAP.

Mais de manière plus spécifique, le dialogue politique a été inscrit clairement dans la politique d'intervention de AIDSCAP au Sénégal :

“les décideurs - qu'ils fassent partie du gouvernement, des syndicats d'affaires, de structures communautaires ou d'institutions religieuses - ont un impact profond sur le cours de l'épidémie et la réussite ou l'échec des efforts préventifs. Pour que les décideurs soutiennent et établissent un climat qui réduise la propagation et l'impact du VIH/SIDA, il est essentiel qu'ils soient informés de cet impact et de l'effet bénéfique des activités de prévention” (AIDSCAP, Les défis de la prévention VIH/SIDA).

En effet, *“AIDSCAP collabore étroitement avec les agences exécutrices, des décideurs de politiques nationales, des ONG, et des bailleurs internationaux pour préparer un terrain propice à l'action et à l'étude en vue d'ouvrir la voie à des programmes préventifs relatifs au VIH/SIDA”*.

Ce soutien fait de AIDSCAP une véritable pièce maîtresse du dialogue politique au Sénégal.

C'est donc tout un capital d'expériences acquis par le CNLS et le Projet AIDSCAP dans leurs champs d'intervention respectifs et qui a fini par leur conférer une connaissance du milieu de la lutte contre le SIDA au Sénégal. Le choix des acteurs ayant conduit et animé le dialogue politique en est une illustration.



V - IDENTIFICATION DES ACTEURS

Pour la concrétisation du dialogue politique, un choix a été opéré au sein de nombre d'acteurs, essentiellement des ONG travaillant déjà dans le secteur. Ce choix tient vraisemblablement non seulement compte des expériences des uns, mais aussi du degré d'attachement et d'identification des autres aux grands groupes socio-politiques et religieux ciblés dans le cadre du dialogue politique.

5.1 - ACI et le milieu du développement communautaire

Africa Consultants International (ACI) s'est déjà illustré par ses activités de communication et de formation en matière de développement en milieu communautaire, notamment dans le domaine de la santé et de la planification familiale. En treize ans d'existence, parce que créée en 1984, cette ONG américaine s'est fait connaître par sa maîtrise du secteur du développement communautaire au Sénégal. En témoignage, l'important réseau d'associations et d'ONG qui ont pu bénéficier de sa formation.

La première expérience de ACI dans la lutte contre le SIDA a commencé par une collaboration avec le PNUD, où cette ONG sera associée à la conception d'un modèle de formation. Plus tard, lorsqu'elle sera sollicitée par le Projet AIDSCAP, ACI adaptera ce modèle pour concevoir un programme de formation de 3 à 5

SIDA SERVICE

Le baptême de feu

L'AFRICA CONSULTANTS INTERNATIONAL (ACI) :

Pour une approche communautaire de la prévention du HIV

SŒUR MARIE-LUC, RESPONSABLE DU SIDA SERVICE

«L'Eglise n'est pas indifférente au problème du sida»

SIDA ET RELIGION

LES REPONSES DE L'ISLAM FACE A LA PANDEMIE DU 20^e SIECLE

Organisé par l'ONG JAMRA sous l'égide du Comité national de Lutte contre le SIDA en collaboration avec l'USAID et le projet AIDSCAP

AFRICA CONSULTANTS INTERNATIONAL

La formation au service de la lutte contre le sida

GARY ENGELBERG RESPONSABLE DE L'ACI

LATIF GUEYE, PRESIDENT DE L'ASSOCIATION JAMRA

«Le Sida n'a pas de religion»

jours à l'intention des acteurs clés du développement communautaire.

La particularité de la formation de ACI a fini par faire d'elle la détentrice d'une certaine expertise qui lui permettra de traduire dans les faits les nouvelles approches de lutte contre le SIDA.

De la collaboration avec AIDSCAP découlera donc une tâche confiée à l'ONG : celle de conduire le dialogue politique auprès des parlementaires et des leaders communautaires. Parallèlement, ACI devait apporter un appui technique aux ONG d'obédience religieuse que sont

Originellement un bureau de consultation spécialisé dans la communication, la formation et le développement en Afrique... [l'ONG] Africa Consultants International (ACI)...est devenu l'un des partenaires incontournables en matière de formation des relais communautaires des organismes internationaux qui luttent contre le SIDA tels que AIDSCAP, le PNUD, World Vision, Plan International, etc.

article : La formation au service de la lutte contre le SIDA
SUD Quotidien - Cahier spécial sur le SIDA no. 7

JAMRA et SIDA Service en vue de faciliter l'adhésion de leur communauté religieuse au dialogue.

5.2 - JAMRA, porte d'entrée dans les familles maraboutiques

JAMRA était connu au Sénégal depuis février 1982 pour ses campagnes contre la drogue et la prostitution considérées par cette ONG d'obédience islamique comme "des fléaux sociaux à éradiquer". Puisant dans le Coran toute sa philosophie et ses approches fondées sur des valeurs morales, JAMRA s'est ainsi vite positionné comme intermédiaire entre une société sénégalaise exposée à "ces fléaux sociaux" et les bonnes paroles d'Allah dont les grandes familles maraboutiques du pays sont dépositaires. C'est dans cette logique que la lutte contre le SIDA, maladie dont la découverte en 1986 dans le pays commençait à inquiéter la population au plus haut point, devenait tout naturellement le cheval de bataille de JAMRA.

Mais la première expérience dans la lutte contre le SIDA ne devait pas être d'emblée facile pour l'ONG. Elle s'est rendue compte des limites de son approche initiale, et s'est tournée vers le CNLS pour bénéficier d'une formation dont les résultats lui permettront plus tard de mieux cerner le SIDA. Nanti donc de cette formation, JAMRA adaptera les connaissances scientifiques acquises sur la pandémie du SIDA à ses approches religieuses. De plus en plus, les messages sur le SIDA véhiculés par l'ONG captivaient les milieux islamiques, renforçant d'ailleurs les acquis de JAMRA sur ce terrain.

ACI : la détention d'une certaine expertise en matière de formation

JAMRA : intermédiaire entre une société exposée aux fléaux sociaux et les bonnes paroles d'Allah

Latif Guéye (responsable de JAMRA, ONG d'obédience islamique) est convaincu d'une chose dans ses démarches face à la pandémie du SIDA, le recours à la morale et à la force spirituelle de Dieu peut aider grandement à limiter les dégats.

article "Le SIDA n'a pas de religion"
interview avec Latif Guéye
SUD Quotidien du jeudi, 7 novembre 97, no. 1075

SIDA-Service : Un espace d'expression sur les risques de propagation du SIDA

Dès sa naissance, SIDA Service, une sorte d'antenne d'obédience chrétienne pour l'étude, la réflexion et l'action concernant le terrible fléau, s'est attaché à oeuvrer en étroite collaboration avec les responsables du Ministère de la Santé publique et de l'Action sociale, dans la ligne même de l'Association des Postes de Santé Privés Catholiques du Sénégal (APSPCS), dont il est né et constitue le fer de lance.

Cardinal Hyacinthe Thiandoum
Archevêque de Dakar

Allocution Actes du Colloque SIDA et Religion :
Réponses des églises chrétiennes

Le mérite de cette ONG est d'avoir réussi à nouer des liens étroits avec les grandes familles religieuses du Sénégal, tout courant confondu. Désormais une porte est ouverte pour le CNLS pour accéder aux familles religieuses. Par un protocole du mois de février 1989, il a été confié officiellement à JAMRA la mission de sensibilisation dans ces milieux religieux. Cette mission jettera les bases du dialogue politique auquel l'ONG réussira plus tard à associer l'Association nationale des imams et la haute sphère islamique.

5.3 - SIDA Service, l'espace chrétien

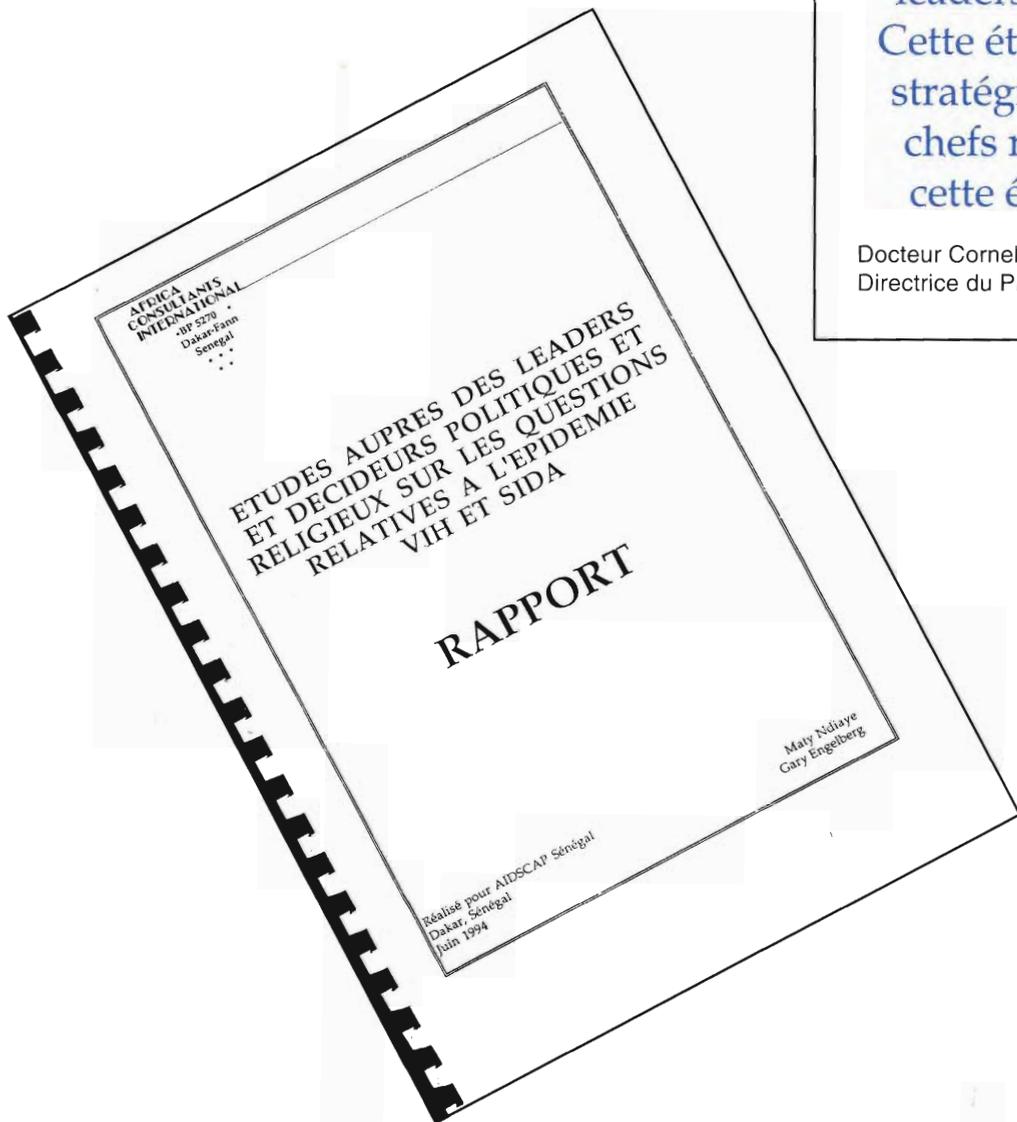
Au moment où le débat sur la propagation du SIDA et surtout la polémique, entraînée par les moyens de sa prévention, s'installaient au Sénégal, la plus grande inconnue demeurait la haute hiérarchie chrétienne.

Même si l'on reconnaît le sens d'ouverture dont le Cardinal Thiandoum a fait preuve pour cette cause, facilitant beaucoup de réalisations dans la lutte contre le SIDA, toujours est-il que les rares fois où cette hiérarchie intervenait, c'était pour s'indigner contre les campagnes sur l'utilisation du préservatif. Il se référait à la Bible qui conseille plutôt la fidélité dans le couple et l'abstinence avant le mariage. Au point que toutes les portes semblaient être verrouillées au nez du milieu de la lutte contre le SIDA pour faire bouger le monde chrétien du pays.

Mais très discrètement et spontanément, germes, dans les locaux de l'Association des postes de santé privés catholiques du Sénégal (APSPCS), un espace d'expression sur les risques de propagation du SIDA au sein de la jeunesse de cette communauté religieuse. Prêtres, religieuses, médecins, enseignants, agents de santé et jeunes, tous partageant la même foi chrétienne, mettront sur pied en 1991, sans tambours ni trompettes, un groupe pluridisciplinaire ayant en charge de parer au plus pressé, au besoin d'information déjà manifeste au sein des jeunes dans les établissements scolaires catholiques du Sénégal. De cette expérience naîtra donc SIDA Service.

Sans forcer les choses, la jeune association avance prudemment en articulant ses approches autour des valeurs morales fondamentales telles que conseillées par la Bible et l'enseignement de l'Eglise. Au nom de ces convictions, SIDA Service fera de la prévention et de l'accompagnement des personnes vivant avec le VIH son cheval de bataille.

Depuis lors, tous les secteurs de la communauté catholique bénéficieront des campagnes de sensibilisation de SIDA Service. Celui-ci réussira finalement à installer tout un réseau à travers les écoles privées et postes de santé catholiques et les autres instances de la communauté. Cet espace s'étendra jusqu'à la haute hiérarchie ecclésiastique du Sénégal préparée dès lors pour le dialogue politique.



...AIDSCAP a aidé le PNLs à avoir une enquête [...] effectuée sur les connaissances et attitudes des leaders religieux et politiques vis-à-vis du SIDA. Cette étude était cruciale au développement d'une stratégie visant à travailler en particulier avec les chefs religieux. L'une des recommandations de cette étude était de tenir un Colloque National.

Docteur Cornelia Davis,
Directrice du Projet AIDSCAP

discours sur la co-sponsorisation du Colloque
"SIDA et Religion" par AIDSCAP
9 janvier 1996

VI - LES APPROCHES DÉCISIVES

Une véritable boussole pour la poursuite du processus de dialogue politique

Avant de s'engager dans cette nouvelle voie pour l'instauration du dialogue politique au Sénégal, le CNLS et AIDSCAP, ont d'abord commandité une étude exploratoire, dans le souci de mieux s'imprégner des tendances qui se dégageaient au niveau des leaders politiques,

communautaires et religieux, sur la question, et surtout dans l'intention de bien appréhender les attitudes des uns et des autres en vue d'éclairer les actions futures. C'est donc à l'ONG ACI que l'étude a été confiée.

LES REVELATIONS D'UNE ETUDE

L'étude auprès des leaders et décideurs politiques et religieux a été riche en enseignements sur l'état d'esprit, le niveau de compréhension et les préoccupations des différents leaders sur le problème du SIDA.

Il ressort donc de l'étude que :

- 1 - les leaders étaient mal informés sur le SIDA, sur l'ampleur et la gravité de l'épidémie et ils se sentaient exclus ;
- 2 - les leaders politiques comme les leaders religieux seraient prêts à s'engager dans la lutte contre le SIDA, une fois sensibilisés, et ils n'attendaient qu'à y être associés ;
- 3 - on ne peut pas impliquer les leaders religieux dans le courant du discours ambiant de la prévention du SIDA par la promotion des préservatifs. Néanmoins, impliqués dans le cadre de leurs préoccupations initiales inspirées des valeurs religieuses, ils peuvent jouer un rôle important dans la "véhiculation" des messages sur la fidélité et l'abstinence, ainsi que dans la prise en charge des personnes affectées et infectées ;
- 4 - les leaders politiques étaient beaucoup plus divers dans leur opinion, mais se sont montrés ouverts pour un programme éventuel de promotion des préservatifs.

Source : Etude auprès des leaders et décideurs politiques et religieux sur les questions relatives à l'épidémie VIH/SIDA
CNLS /AIDSCAP/ACI, Juin 1994

Cette étude constitue une véritable boussole pour la poursuite du processus. C'est à la lumière de la même étude qu'un modèle de formation a été conçu, qui réglera les grandes actions menées pour consacrer de manière effective l'implication des différents leaders dans le dialogue politique.

6.1 - Particularités d'un modèle de formation

Inspiré du modèle PNUD nommé "VIH et développement", la formation a joué un rôle fondamental dans la prise de conscience de la gravité de la pandémie du SIDA :

- Dans une démarche, qui rompt avec la vision purement médicale du SIDA, ce modèle de formation innove en faisant une large place aux aspects socio-économiques de la pandémie. L'objectif visé ici est de faire savoir aux participants que "le SIDA peut faire à la communauté ce qu'il fait au corps humain" (Gary Engelberg, Di-

recteur de la Formation ACI dans une interview accordée au Cahier spécial SIDA n°7 du Sud Quotidien). De fait, le SIDA est inscrit dans la problématique globale du développement humain durable.

- Un effort particulier est aussi fait lors des séances de formation, qui servent aussi de cadre d'analyse et de réflexion, pour le renforcement de la capacité d'action et de l'esprit d'initiative des participants, par l'utilisation d'outils de planification et de programmation. Ces outils contribuent en plus à redonner espoir et confiance en soi aux bénéficiaires de la formation qui devront pouvoir puiser dans leurs ressources internes pour faire face au VIH/SIDA.

- La grande originalité de cette formation reste cependant la stratégie globale qui recherche une implication aussi bien affective que cognitive de l'individu. Les films et les simulations en sont, par excellence, des supports par lesquels l'émotivité et l'affectivité sont transmises.

Une implication aussi bien affective que cognitive de l'individu



**Les participants...
sont entraînés dans le vécu
quotidien des populations infectées
ou affectées par le VIH...**



6.1.1 - La puissance des images

Pays à faible taux de prévalence, le Sénégal draine une lourde difficulté, celle de convaincre une population encore sceptique, de l'existence du SIDA et de sa gravité. Dès lors, les films demeurent l'un des moyens adéquats pour briser ce scepticisme.

Ainsi, à travers les films, dont les noms sont d'ailleurs révélateurs, "Les visages du SIDA", "La génération d'orphelins", "Ce n'est pas facile" ou encore "Fils d'Afrique", les participants aux différentes séances de formation sont entraînés dans le vécu quotidien des populations infectées ou affectées par le SIDA.

Toute une mise en scène qui laisse rarement indifférent les esprits naguère sceptiques, pour un engagement effectif dans la lutte contre le SIDA :

"Le déclic est venu du fait que j'ai vu le film de Philly Lutaya. Cela m'a marqué, j'étais très émue, vraiment cette nuit-là, je n'ai pas pu dormir, alors j'ai dit qu'il fallait faire tout pour informer les populations".

Ces témoignages reviennent souvent, en chœur, pour justifier l'engagement dans la lutte contre le SIDA.



6.1.2 - Ce "Feu de brousse" qui déchaîne les émotions

Assis par terre, la tête entre les deux bras, une autorité de la place se remet difficilement de la simulation "Feu de brousse" à laquelle il venait de participer. Suant à grosses gouttes, le responsable manquait de mots pour exprimer ce qu'il venait de vivre. C'est qu'à travers le jeu, cette autorité entrevoyait "les bêtises" qu'il faisait il y a quelque temps lors d'une mission en Europe". Après une telle révélation, signe évident d'une prise de conscience, le grand monsieur lâche alors : " En tout cas ça fait réfléchir..."

Changement de décor. Un journaliste a donné du travail aux facilitateurs qui dirigeaient une séance de "Feu de brousse". Enragé contre son voisin direct dans l'exercice de ce jeu, ce journaliste s'est dit "pas du tout disposé à (lui) pardonner de l'avoir...infecté". Terrifié donc, mais ramené finalement à des bons sentiments par les facilitateurs, le journaliste reconnaîtra plus tard : "Je me rends compte que la lutte contre le SIDA demande de la solidarité plutôt que l'exclusion ou l'accusation".

Le jeu commence par un cercle regroupant entre 15 et 25 voire 50 personnes. Dans l'exercice, une poignée de main équivaut à un rapport sexuel sans protection. Pour indiquer qu'une personne a été exposée au Vih, le mécanisme choisi est un léger grattement de paume pendant la poignée de main.

En fait, ce grattement indique que la personne a eu un rapport sexuel avec pénétration et sans protection avec quelqu'un qui a lui-même eu un rapport avec une personne vivant avec le virus. Mais cela ne signifie pas nécessairement qu'elle soit infectée, car le virus n'est pas transmis lors de tous les rapports sexuels non protégés.

A la seconde phase du jeu, le facilitateur simulera le virus du Sida. Il doit fermer les yeux, ainsi que tous les participants, et faire plusieurs fois le tour du cercle et, pendant ce temps, il tapotera légèrement l'épaule d'un participant qui sera considéré à son tour comme contaminé par le Vih pour le reste de l'exercice. Il ne devra le dire à aucun autre membre du groupe, mais chaque fois qu'il serrera la main de quelqu'un, il devra lui gratter la paume.

Ces scènes d'émotion sont fréquentes dans l'exercice "Feu de brousse", un jeu de rôle originaire d'Australie et introduit au Sénégal par ACI dans l'adaptation du Programme VIH et développement du PNUD. Il consiste à faire vivre aux participants ce que ressentent les personnes vivant avec le VIH. Et les témoignages des participants se passent de commentaires :

Le Sida au rythme de "feu de brousse"

Le "Feu de brousse" est un jeu inventé en Australie, introduit au Sénégal par le Programme Sida et développement du Pnud et mis en application pour la première fois par Africa consultants international (AcI). Il consiste à faire vivre aux participants l'expérience de ce que ressent une personne vivant avec le virus. Le jeu vise également à susciter chez les participants le sens de l'urgence et un engagement personnel qui influera sur la rapidité et l'efficacité de leur action, la conscience que l'épidémie touche chacun de nous et pas seulement les autres, de sorte qu'ils se sentent personnellement concernés et conçoivent leurs actions en conséquence.

Tous ceux dont la paume aura été grattée devront à leur tour gratter la paume de ceux dont ils serrèrent la main. Rappelons que les poignées de main représentent un rapport sexuel sans protection. A ce stade, il est demandé à tous les participants d'ouvrir les yeux et d'identifier celui qui a été infecté. Pari impossible, car à l'œil nu, on ne peut pas savoir si une personne vit ou non avec le Vih. A l'étape suivante, les participants se serrent mutuellement la main. Une seule personne vit avec le Vih au début de l'exercice, mais elle serrera la main. Tous ceux dont la paume aura été grattée gratteront à leur tour les paumes de ceux dont ils serrèrent la main. Chaque participant devra donner jusqu'à 3 poignées de main. (Suite page 4)

Faire vivre aux participants ce que ressentent les personnes vivant avec le VIH...

(Suite de la P.3) Après quoi, il sera constitué deux groupes de participants, ceux dont les paumes ont été grattées et les autres. Le facilitateur du jeu rappellera alors à ceux dont la paume a été grattée qu'ils ont été exposés au virus mais que l'on ne sait pas s'ils ont effectivement été contaminés. Histoire de susciter les réactions des participants qui demandent généralement à un moment ou à un autre s'ils peuvent subir le test de dépistage de l'infection à Vih. C'est souvent le moment choisi par le facilitateur pour les sensibiliser sur le bien-fondé du test et pour les rassurer en leur disant qu'il existe des services de tests volontaires.

Après un simulacre de test, le facilitateur mélange les enveloppes contenant les résultats et les distribue aux participants tout en les invitant à ne pas encore ouvrir leurs enveloppes. Ce, pour symboliser le délai qui s'écoule entre le moment où le test est effectué et celui où les résultats sont obtenus. Mais concrètement, ce délai expressément retardé vise à faire vivre aux participants les durs moments de suspens, d'émotion, d'incertitude et d'interrogation que traversent généralement les gens qui attendent les résultats des tests.

Par ailleurs, il sera procédé à un dépistage involontaire sans conseil sur quelques participants. Cette fausse note est sciemment faite pour mesurer la réaction des personnes qui en sont victimes pour pouvoir, par la suite, introduire le débat sur la violation des droits de la personne que constitue le dépistage effectué sans avoir informé au préalable la personne concernée.

Sur cette précision, tous les participants sont invités à ouvrir leurs enveloppes. Après quoi il sera procédé à la mise au point de stratégies pour ceux qui sont révélés séronégatifs ou séropositifs. Aux premiers, le facilitateur donnera toutes les informations sur les moyens de prévention contre le Sida. Quant aux seconds, ils bénéficieront également d'une multitude d'informations de nature à les convaincre que même étant déjà atteints ils ont une chance de survivre encore longtemps s'ils changent leur mode de vie en vivant positivement leur séropositivité.

Généralement à la fin cet exercice, les participants sont complètement "traumatisés", émus et abattus, obligeant souvent le facilitateur à rappeler que ce n'est qu'un jeu, mais imaginé sur la rapidité et la manière avec lesquelles le Sida se propage dans le monde.

...Mieux comprendre le processus qui peut faciliter l'adoption d'attitudes et de comportements responsables

"Toute autre chose qui a renforcé mes engagements, c'était qu'il y avait un jeu "Feu de brousse". Tu sais, ça c'est impressionnant. Lorsqu'on faisait ce jeu, moi je faisais partie de ceux qui étaient infectés par le SIDA. Alors franchement, je vais vous dire la vérité, jusqu'à nos jours, je me demande si je ne l'ai pas à cause de ce jeu..."

Généralement, à l'issue de ces séances de formation, les participants ont une vision plus nette de l'épidémie. Ils appréhendent mieux les méfaits et les ravages de la maladie dans le monde, en Afrique. Mais surtout, ils regagnent leurs différentes communautés, convaincus que tout le monde est exposé à la propagation de cette pandémie :

"quand j'ai été formé par ce séminaire, vraiment j'ai eu les larmes aux yeux parce que j'étais vraiment ignorant de cette maladie... C'est depuis ce moment là que je peux dire que je suis l'apôtre de la lutte contre le SIDA".

6.1.3 - Outils en mains

Limitée dans le temps, la formation s'efforce néanmoins de munir les participants d'outils de planification, de stratégies destinées à la réduction de l'impact à venir de l'épidémie. Le premier outil, appelé le "Déroulement de l'épidémie", décrit les différentes étapes de l'épidémie et les conséquences spécifiques de chaque étape. Le deuxième, intitulé "Centre de l'Analyse" encourage les participants à analyser les chaînes causales des effets de l'épidémie à différents niveaux socio-économiques. Ensuite, le "Cycle de la Vie" présente un canevas qui aide le participant à définir différentes catégories d'actions face aux conséquences de l'épidémie. Ceci permet de mieux comprendre le processus qui peut faciliter l'adoption d'attitudes et de comportements responsables par les individus et les communautés et la réflexion sur le développement d'un programme intégré.

C'est donc à travers ce modèle de formation que les grandes actions ont été entreprises qui sont la manifestation concrète du dialogue politique.

Le prêche catholique

Lorsqu'un jour du 9 janvier 1996, tout ce que le Sénégal compte comme monde chrétien (Evêques, pasteurs, prêtres, religieux et fidèles laïcs) convergeait en direction de l'hôtel Novotel dont la devanture portait une grande bannière sur laquelle on pouvait lire : "Colloque Religion et Sida, la réponse des Eglises chrétiennes", nombreux sont les esprits non avertis qui doutaient encore de l'engagement officiel de l'Eglise sénégalaise dans la lutte contre le Sida. Pourtant trompettes conjurées, mauvais colloques

Les imams et oulémas sont entrés de plain pied dans la campagne Sénégal, après le lancement d'un guide didactique à leur intention l'occasion de la célébration aujourd'hui de la journée mondiale de la Santé publique et de l'Action sociale. Le ministre de la Santé publique et de l'Action sociale, cette cérémonie, a situé les responsabilités des leaders de vulgarisation de messages préventifs tirés des en-

tion du sida au Sénégal, à Dakar, à l'occasion de la journée mondiale de la Santé publique et de l'Action sociale. Le ministre de la Santé publique et de l'Action sociale, cette cérémonie, a situé les responsabilités des leaders de vulgarisation de messages préventifs tirés des en-

SIDA : les imams dans la bataille

Les séances parlementaires d'information sur le sida qui se sont ouvertes à Dakar permettent aux députés de mieux être sensibilisés sur les dangers d'une pandémie qui exige une mobilisation nationale. Les spécialistes du sida ont fait des exposés démontrant la nécessité de prendre des mesures efficaces pour freiner l'inquiétante avancée du sida. Dans ce combat, les représentants du peuple se sont engagés à être au premier plan.

Démarches pour une bonne mobilisation

Les députés dans la lutte contre le sida

Ces organisations ont joué un véritable rôle de catalyseur

Recherche de portes d'entrée dans ces différentes communautés

6.2 - Les grandes actions

Le dialogue politique au Sénégal s'est traduit formellement par deux colloques organisés à l'intention des leaders religieux, des "Journées parlementaires sur le SIDA", ainsi que par des formations destinées aux leaders communautaires et aux journalistes. Aussi bien à Dakar que dans les régions, les leaders communautaires, identifiés selon des critères bien définis, ont pu bénéficier de la formation sur le SIDA, dans le cadre de ce dialogue.

Si dans l'ensemble, toutes les actions sont caractérisées par une bonne mobilisation et un niveau de participation escompté, les contacts et les démarches entreprises pour leur réalisation n'en demeurent pas moins laborieux.

6.2.1 - Une stratégie de proximité

Dans le déroulement de toutes ces actions, les organisateurs ont dû surtout faire face à la gestion des différentes sensibilités inhérentes à ces grandes communautés. Car la complexité de certaines réalités sociales, coutumières, culturelles et religieuses, voire administratives du pays est telle qu'il fallait avancer avec une extrême prudence et précaution afin d'éviter de heurter certaines sensibilités.

Et c'est ce souci permanent de recherche d'adhésion qui justifie la responsabilisation des structures comme JAMRA, ACI et SIDA Service pour conduire les négociations ayant abouti à l'implication des différents leaders. Jouissant d'une bonne connaissance du terrain acquise grâce aux liens de collaboration déjà

étroits entre elles et les milieux religieux, communautaire et politique, ces trois organisations ont joué un véritable rôle de catalyseur dans leur milieu respectif.

Ainsi donc, selon que la composante ciblée se montre ouverte, préoccupée par le problème du SIDA, mais moins informée sur la maladie (exemple de certains parlementaires) ; ou selon qu'elle affiche une certaine résistance ou réticence (l'attitude de certains leaders religieux face à la promotion des préservatifs), la stratégie de prise de contact et les démarches pour son implication ne sont pas les mêmes. Mais dans tous les cas, tous les acteurs sont animés d'un même souci : comment faire pour convaincre les différents leaders de la nécessité de s'engager sans tarder dans le processus de recherche de solutions aux problèmes posés par l'épidémie à VIH ?

S'est posé donc une autre question importante, celle de la recherche de portes d'entrées dans ces différentes communautés ciblées, à savoir les milieux religieux, communautaire et parlementaire. Les stratégies de prise de contact élaborées dans ce sens se recoupent parfois, même si l'essentiel tient surtout compte des spécificités de chaque composante :

- Dans la communauté musulmane, JAMRA a utilisé sa connaissance du terrain et ses rapports conviviaux avec les grandes familles maraboutiques pour sensibiliser et mobiliser la haute hiérarchie. Grâce également aux relations très solides que le responsable de JAMRA entretient personnellement dans la sphère proche des Khalifes, l'aval de ces derniers a pu être obtenu

pour l'organisation du premier colloque sur Islam et SIDA. JAMRA a su ainsi impliquer Mourides, Layennes, Tidianes et d'autres courants islamiques pour réunir toute la communauté autour de l'essentiel.

- Il en est de même pour les démarches menées pour l'implication de la communauté chrétienne. Les membres de SIDA Service avaient d'abord entrepris de rencontrer personnellement chaque évêque dans son diocèse. Ces rencontres individuelles ont porté leurs fruits, car, ayant pris conscience de la gravité de la pandémie, les Evêques n'ont pas hésité à accueillir favorablement les membres de SIDA Service à leur conférence épiscopale pour s'enquérir des enjeux du colloque sur les "Réponses des Eglises au SIDA", en préparation à l'époque.

- Même lorsqu'il s'est agi de négocier la participation des églises protestantes, SIDA Service a également utilisé le même procédé. Les premiers contacts ont été d'abord individuels et informels; ils visaient surtout à les informer sur l'importance du colloque. Après quoi, des invitations officielles ont été adressées aux structures.

- Cette stratégie de contact individuel et informel s'est trouvée d'autant plus justifiée, lorsqu'il s'est agi d'impliquer le Parlement. Au niveau de l'Assemblée nationale, face donc à la lenteur du circuit administratif, ACI a finalement privilégié le canal informel grâce aux relations personnelles que certains de ses consultants entretenaient avec des personnes clefs de l'institution. ACI a su tenir compte de différentes sensibilités politiques représentées par les partis aussi bien de l'opposition que du

pouvoir. Résultat, après une série de rencontres -même avec le président de l'Assemblée nationale- la collaboration de l'institution sera acquise pour le reste du processus.

Les recettes de la stratégie de proximité

De manière générale, toutes les structures engagées dans le dialogue politique ont adopté une stratégie de proximité pour aborder les communautés visées. Dans les faits, il s'agit d'aller voir les concernés, causer avec eux afin qu'ils comprennent l'intérêt que revêtira leur implication dans le processus.

Tout part d'abord d'un travail d'information et de sensibilisation à travers lequel les uns et les autres ont su user de leurs rapports personnels. L'objectif visé était d'imprégner les différents leaders des réalités du SIDA et de ses conséquences avant l'activité de sensibilisation prévue, mais aussi de s'enquérir de leurs attentes .

Les contacts établis, l'entrée dans ces milieux se fait généralement par l'intermédiaire d'un groupe de personnes identifiées au sein même de la communauté et bien préparées en vue de persuader leurs pairs sur l'importance des activités en préparation. Il s'agit ici d'éviter de se heurter à certains obstacles imperceptibles par un regard étranger à la communauté. C'est donc toute une recette dont la formule se résume à cette observation qui a été appliquée :

"Aller voir les gens, causer avec eux. Il faut qu'ils comprennent pourquoi c'est important ; qu'ils sentent qu'ils sont impliqués dans le processus ; et qu'eux-mêmes peuvent être à risque. Et, dans tous les cas, selon les contacts et selon les personnes qui

étaient en place, on s'est beaucoup servi de nos relations professionnelles et personnelles pour avoir des alliés dans les différentes structures, qui, elles-mêmes, nous aident à réaliser les objectifs de chaque exercice"

Cette stratégie de proximité se justifie aisément dans un contexte culturel où le "yeg" (expression de l'estime ou de la considération qu'on a pour l'autre) est une valeur certaine et où la non implication d'une composante de la communauté peut facilement se retourner contre la bonne marche du processus. N'est-on pas habitué à ce genre de propos : "Si tu ne m'impliques pas, je croise les bras, je te laisse faire, mais je t'attends au tournant"!

...la diversité de ceux qu'on appelle leaders communautaires...



Photo de famille des participants à la formation des leaders d'opinion du Département de Rufisque en mai 1996.

6.2.2 - Formations des leaders communautaires

Les formations à l'intention des leaders communautaires se sont déroulées successivement à Thiès, Kaolack, dans les départements de Dakar (Dakar, Rufisque et Pikine) et à Ziguinchor. Organisée par ACI, ces formations, axées surtout sur l'approche VIH et développement, ont touché environ 250 leaders d'opinion. Au total, six ateliers ont été organisés dans ces quatre régions dans le contexte du projet AIDSCAP. Parallèlement, dans le volet ONG du même projet, sept formations similaires ont touché environ 140 représentants d'ONG impliquant ainsi une centaine d'organisations dans la lutte contre le SIDA.

Ces séances de formation sont caractérisées par la diversité de ceux qu'on appelle leaders communautaires. Sous ce vocable, on retrouve religieux, représentants de partis politiques, syndicalistes, sages, chefs de quartier et de village, leaders de groupements de femmes et de jeunesse... Bref, des personnes dont les influences dans la communauté sont importantes et complémentaires. Il reste que la composition des listes des participants a souvent constitué un casse-tête pour les organisateurs, les obligeant à négocier généralement avec les autorités régionales, la représentativité des personnes susceptibles de prendre part à ces formations; ceci, histoire de refléter la configuration de la communauté et donc tâcher d'éviter d'exclure certaines composantes.

Pour des pays religieux comme le Sénégal, il est à notre avis plus stratégique de prioriser la promotion de la dimension morale dans la problématique de changement de comportement sexuel que requiert le SIDA.

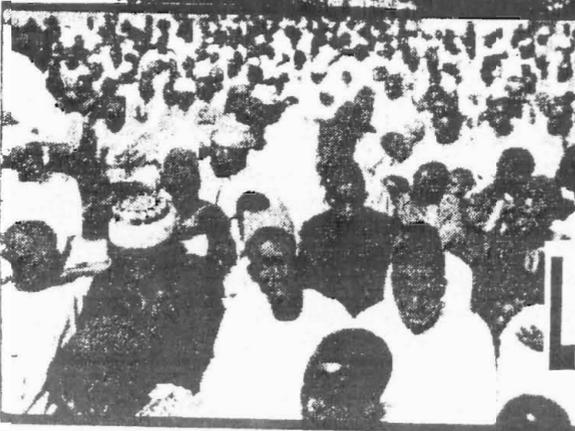
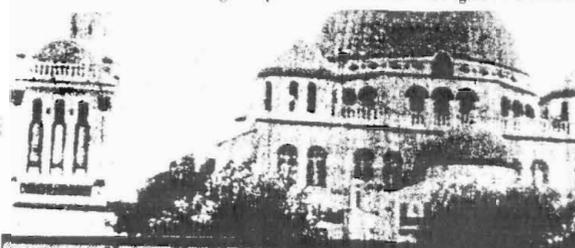
Dr. Ibra Ndoye
Coordinateur National du PNLIS
Introduction Actes du Colloque SIDA et Religion :
Réponses des églises chrétiennes



SIDA ET RELIGION

LES REPONSES DE L'ISLAM FACE A LA PANDEMIE DU 20^e SIECLE

Organisé par PONG JAMRA sous l'égide du Comité national de Lutte contre le SIDA en collaboration avec l'USAID et le projet AIDSCAP



LA REPONSE DE LA RELIGION SUR LE SIDA

La convergence de la Bible et du Coran



Cheikh Nasirou Niass, Chef religieux à Kaolack à son arrivée au colloque "SIDA et religion"

Le gouvernement est convaincu que notre pays ne pourra gagner ce défi, sans l'implication et la participation dans la lutte contre le SIDA, des leaders religieux, des imams.

Allocution de M. Assane Diop,
Ministre du Travail et de l'Emploi

Colloque national sur les réponses de l'Islam face au SIDA
Dakar, le 29 mars 1995

6.2.3 - Colloques destinés aux leaders religieux

Le monde religieux du Sénégal a été impliqué dans le dialogue politique à travers deux grands colloques organisés successivement à l'intention de la grande communauté musulmane d'abord et ensuite à la minorité chrétienne du pays. Ces colloques, qui se sont tous déroulés à Dakar, ont eu l'allure d'une rencontre internationale; la mobilisation et la médiatisation étaient si fortes que leurs échos dépassent les frontières sénégalaises.

6.2.3.1 - "SIDA et religion : les réponses de l'Islam"

Ce colloque s'est tenu du 29 au 30 mars 1995 dans la grande salle de conférence de l'hôtel Méridien Président, archi comble à cette occasion. L'on a noté la présence de la haute hiérarchie religieuse voire politique incarnée respectivement par les représentants des Khalifes et Me Abdoulaye Wade, ainsi que par le ministre de la Santé et de l'Action Sociale.

Cette rencontre, dont l'organisation a été confiée à JAMRA, s'est déroulée dans une ambiance digne de grandes cérémonies religieuses qui n'a pas cependant occulté la dimension scientifique des travaux. L'assistance avait eu aussi droit aux communications en plénière et aux ateliers dirigés par des personnes ressources médicales et sociales qui ont permis à ces leaders de mieux comprendre et d'échanger des idées sur la pandémie du SIDA et ses conséquences.

Au terme de ces travaux, des recommandations ont été faites, des résolutions prises, qui ont consacré la position de l'Islam sur bien des points. Les plus grandes avancées ont été surtout l'autorisation de "l'utilisation du préservatif dans un couple où l'un des partenaires est séropositif ou atteint de la maladie du SIDA..." C'est aussi la fin d'une certaine perception de la maladie : "Le SIDA n'est pas une malédiction divine", ont reconnu les chefs religieux.

Moins d'un an plus tard, les chrétiens emprunteront le même chemin que les musulmans.

(...) Le SIDA devient alors une suite logique et non pas une malédiction -car Dieu est Bon- mais un résultat, le résultat de nos comportements.

Latif Guèye
Président de l'ONG JAMRA

Allocution, Actes du Colloque
SIDA et Religion : réponses
des églises chrétiennes

Le colloque qui nous réunit aujourd'hui doit... constituer une étape importante dans les orientations futures de la lutte contre le SIDA dans notre pays. Vos assises contribueront sans aucun doute à faire accepter par les populations et notamment les couches les plus exposées, que le respect des prescriptions religieuses et une compréhension lucide du message coranique, permettent d'adopter des comportements qui les éloignent de la maladie du SIDA.

L'information et l'éducation de tous les citoyens sont les armes absolues contre le SIDA. D'où l'importance de ce colloque qui réunit un aréopage d'éminentes personnalités religieuses, politiques et coutumières dont l'effort individuel et collectif sera, sans contexte, un coup d'arrêt sans précédent dans la progression du fléau.

Allocution de Mr. Ousmane Ngom,
Ministre de la Santé Publique et de l'Action Sociale

Colloque national sur les réponses de l'Islam face au SIDA
Dakar le 29 mars 1995

Me Abdoulaye Wade, Ministre d'Etat et leader d'opposition du haut de la tribune, à l'ouverture du colloque sur la réponse de l'Islam au SIDA.



Notre communion aujourd'hui
atteste de la paix et l'entente qui
existent entre
nous dans notre pays .

Maodo Sylla
Imam Ratib de la Grande Mosquée de Dakar

Allocution, Actes du Colloque SIDA et Religion :
Réponses des églises chrétiennes

"...Nous, croyants des Eglises
Chrétiennes, et les hommes de bonne
volonté, et, avec nous, les fidèles
croyants musulmans auxquels nous
sommes unis par des liens de solida-
rité humaine et spirituelle (...), ainsi
que dans le respect absolu de nos
identités propres, nous sommes dé-
terminés à unir nos efforts pour com-
battre le SIDA par les moyens précis
qui sont à notre portée..."

Cardinal Hyacinthe Thiandoum
Archevêque de Dakar

Allocution Actes du Colloque SIDA et Religion :
Réponses des églises chrétiennes

6.2.3.2 - "SIDA et religion : la réponse des Eglises chrétiennes"

Le colloque "SIDA et religion : la réponse des Eglises chrétiennes" a dépassé les attentes par l'esprit de collaboration dont les hauts responsables des deux communautés religieuses ont fait montre lors des travaux.

Certainement marqués par le succès du premier colloque sur le SIDA et l'Islam, chrétiens et musulmans ont surpris plus d'un observateur par leur participation massive au déroulement des assises qui ont duré du 9 au 10 janvier 1996.

La salle de conférence de l'hôtel Novotel refusait du monde. Les cérémonies d'ouverture des travaux ont été riches en couleurs. La symphonie exécutée par les jeunes choristes de l'église catholique tenait en haleine toute la salle devant les regards pleins de bienveillance du

Grand Imam de la mosquée, du Cardinal Hyacinthe Thiandoum, tous les deux assis côte à côte auprès du ministre de la Santé, Me Ousmane Ngom, avec à sa gauche les représentants de l'USAID et des Eglises protestantes.

Ce colloque, dont l'organisation a été assurée par SIDA Service, a vu la participation de tous les évêques du Sénégal. L'essentiel du clergé catholique a répondu présent au rendez-vous, ainsi que les représentants des Eglises protestantes.

Les travaux ont été marqués par des communications faites aussi bien par la hiérarchie catholique -et même musulmane- que par la sommité scientifique incarnée par les professeurs Awa Marie Coll Seck, Souleymane Mboup, le Dr Ibra Ndoye, etc. Les travaux d'atelier organisés par centre d'intérêt ont pris en compte les préoccupations spécifiques des différentes composantes de la communauté chrétienne.



Les conclusions de ce colloque partagent, pour l'essentiel, les principes et points arrêtés par les musulmans quelques mois plus tôt.

6.2.4 - "Les Journées parlementaires d'information sur le SIDA"

Six mois seulement après le colloque des chrétiens, la grande bâtisse de l'Assemblée nationale accueillait à son tour deux journées consacrées à la sensibilisation et l'information sur le SIDA.

Ces journées d'information ont connu, comme les deux premiers colloques, une forte mobilisation et une participation de très haut niveau. Car étaient présents à la cérémonie d'ouverture des travaux, présidé par le premier responsable de l'Assemblée nationale, M. Cheikh Abdoul Khadre Cissoko, l'essentiel des représentants des organismes internationaux accrédités au Sénégal. On notait également la participation de deux ministres (celui de la Santé et de l'Action Sociale et celle de la Femme, de l'Enfant et de la Famille) et de la Directrice de l'USAID. La participation des parlementaires eux-mêmes a été également positive car 80 badges ont été retirés sur les 120 que constitue le nombre des députés siégeant au Parlement sénégalais.

Ces journées se sont cependant particularisées par une exposition des activités des ONG organisée en marge des travaux et qui avait présenté un décor haut en couleur dans le hall de la grande bâtisse. L'immense hall du Parlement a abrité, en effet, des stands tenus par les ONG de lutte contre le SIDA opérant aussi bien à



Le Président de L'Assemblée Nationale, le Ministre de la femme, de la famille et de l'enfant, et le Ministre de la Santé et de l'Action Sociale, suivant attentivement les explications d'une volontaire de la lutte contre le SIDA.

Dakar que dans les régions, qui ont donné à l'événement une dimension bien particulière.

Quant aux travaux, ils se résument essentiellement aux communications faites par les personnes ressources suivies de débats très riches entre parlementaires et experts, aux témoignages de personnes vivant avec le VIH, à des projections de films et une simulation.

Dans le rapport final réalisé sur ces journées, les parlementaires ont été unanimes à donner leur parole pour un engagement dans la lutte contre le SIDA, par des procédés en leur pouvoir.



Le hall de l'Assemblée Nationale transformé en "village" d'exposition par les mouvements communautaires de lutte contre le SIDA.

6.2.5 - Formation des journalistes

Les journalistes ont été impliqués dans le processus du dialogue politique au Sénégal lors d'un atelier de formation organisé à leur intention par AIDSCAP du 6 au 10 juin 1995. Le projet AIDSCAP avait jugé indispensable d'impli-

quer les communicateurs pour leur rôle non négligeable dans la diffusion des informations.

Ils sont en effet une dizaine de journalistes venus des médias publics, Radiotélévision sénégalaise (Kaolack, Ziguinchor et Dakar) et de la presse privée (Sud F.M., Sud Quotidien, Pana et Dunya F.M.).

Cet atelier visait quatre objectifs, à savoir augmenter la compréhension des journalistes sur l'épidémie du SIDA et les MST dans la sous-région et au Sénégal. Il s'est agi ensuite de renforcer les compétences et les connaissances des participants pour la dissémination d'informations exactes sur l'épidémie. Le troisième objectif consistait à fournir des outils pour l'utilisation des résultats de recherche sur les comportements pour développer des programmes adaptés aux différents publics cibles. Enfin, l'atelier se proposait d'aider les journalistes à établir des réseaux relationnels avec les ONG, les responsables communautaires et les représentants des audiences cibles pour renforcer et rendre plus visibles les activités de prévention au niveau des communautés.

Les effets conjugués de toutes ces actions n'ont pas manqué de produire des résultats dans la lutte contre le SIDA.

DES JOURNALISTES EN FORMATION

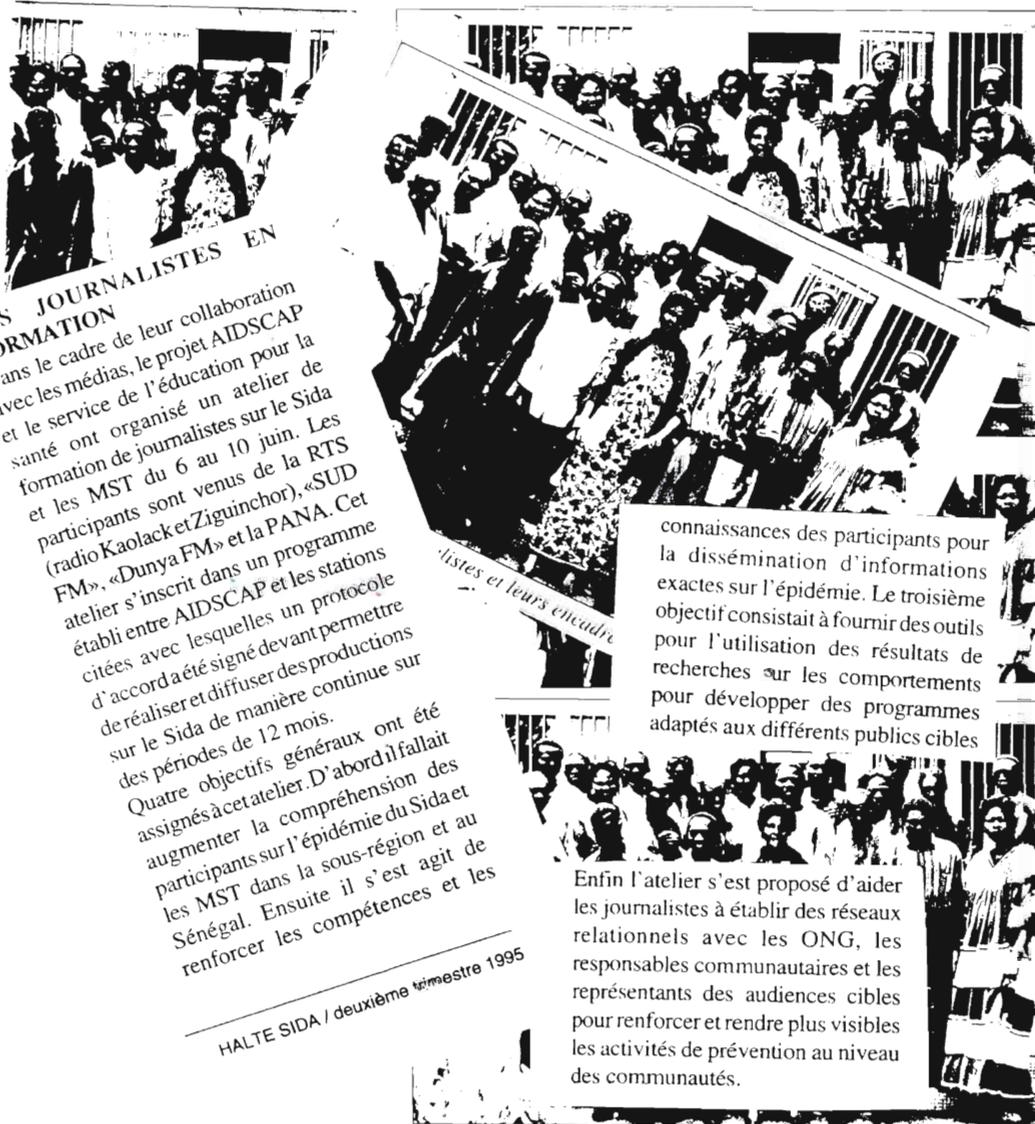
Dans le cadre de leur collaboration avec les médias, le projet AIDSCAP et le service de l'éducation pour la santé ont organisé un atelier de formation de journalistes sur le Sida et les MST du 6 au 10 juin. Les participants sont venus de la RTS (radio Kaolack et Ziguinchor), «SUD FM», «Dunya FM» et la PANA. Cet atelier s'inscrit dans un programme établi entre AIDSCAP et les stations citées avec lesquelles un protocole d'accord a été signé devant permettre de réaliser et diffuser des productions sur le Sida de manière continue sur des périodes de 12 mois. Quatre objectifs généraux ont été assignés à cet atelier. D'abord il fallait augmenter la compréhension des participants sur l'épidémie du Sida et les MST dans la sous-région et au Sénégal. Ensuite il s'est agi de renforcer les compétences et les

HALTE SIDA / deuxième trimestre 1995

Journalistes et leurs encadreurs

connaissances des participants pour la dissémination d'informations exactes sur l'épidémie. Le troisième objectif consistait à fournir des outils pour l'utilisation des résultats de recherches sur les comportements pour développer des programmes adaptés aux différents publics cibles

Enfin l'atelier s'est proposé d'aider les journalistes à établir des réseaux relationnels avec les ONG, les responsables communautaires et les représentants des audiences cibles pour renforcer et rendre plus visibles les activités de prévention au niveau des communautés.



Réactions des parlementaires

Abdoulaye Niang, Ps (Louga): «Je pense que c'est des assises qu'il fallait organiser depuis longtemps. Nous avons reçu l'information adéquate et précise pour jouer notre rôle de relais».

Ndongo Dieng, Ps (Fatick): «Dans ma région, je vais prendre contact avec le gouverneur et les autorités médicales pour voir comment organiser des réunions de vulgarisation».

Samba Diouldé Thiam, PIt: «Nous sommes retournés à bonne école pour nous informer. Ces journées d'information serviront aux parlementaires demain à relayer une bonne information, à amplifier et en même temps à prendre leur place dans la chaîne de tous ceux qui luttent contre le Sida. C'est une initiative remarquable et le parlement ouvrira sa porte à tous les intervenants en matière de Sida.»

Abdel Kader Sabara, Ps (Dakar): «Pour moi, le problème du Sida était un sujet tabou. Je n'en parlais jamais, je n'étais pas sensible à cela. Je ne croyais pas à la profondeur du mal et à ses conséquences. Mais depuis que nous avons entendu les témoignages et regardé les films, je suis devenu plus sensible et intéressé. Je pense que tous ceux qui ont mené ce travail ont un mérite et nous devons tous ensemble mettre la main à la pâte afin d'aider le Comité national de lutte contre le Sida. Nous mettrons toutes les connaissances que nous avons acquises ici au profit de nos populations en insistant sur l'importance des préservatifs. C'est aussi la voie pour que les gens se préservent».

Coumba Ndiaye Kane, Pds (Ziguinchor): «C'est pour moi une mise à niveau pour mieux appréhender le problème du Sida et mieux vulgariser les messages de prévention au niveau de la base. En tout cas, j'ai des éléments au niveau de la base. Aujourd'hui je crois que je ne peux pas me tromper parce que tout a été fait pour que nous soyons des relais. Ces assises m'ont permis, pour la première fois, de voir un sidéen».

VII- LES RÉSULTATS

Les innovations apportées par le dialogue politique se traduisent par l'esprit de concertation et de dialogue, la recherche permanente de l'apport de l'autre

Le dialogue politique a apporté un certain nombre d'innovations dans la lutte contre le SIDA. Ses principaux résultats se traduisent dans leur globalité par l'esprit de concertation et de dialogue, la recherche permanente de l'apport de l'autre. Néanmoins, ces acquis non négligeables, évalués ici de manière qualitative, devront être validés dans l'avenir par des études. En outre, comme dans toute oeuvre humaine, les résultats du dialogue politique connaissent également quelques limites qui méritent d'être soulignées.

7.1 - Les acquis

L'acquis fondamental du dialogue politique au Sénégal est d'avoir suscité l'émergence de nouveaux acteurs. Ceux-ci sont recrutés essentiellement dans des composantes, qui récemment encore étaient en marge du mouvement global de la lutte contre le SIDA. Certaines n'ont pas été impliqués parce qu'elles se montraient elles-mêmes hésitantes tandis que d'autres opposaient purement et simplement une certaine réticence.

"C'est une initiative remarquable et le Parlement ouvrira sa porte à tous les intervenants en matière de SIDA" ; "Je ne croyais pas à la profondeur du mal et à ses conséquences, mais depuis que nous avons entendu les témoignages et regardé les films, je suis devenu sensible et intéressé", ont témoigné ça et là certains députés, visiblement ravis.

Ces acteurs sont venus de milieux différents, notamment politiques, religieux, communautaires et sociaux, mais ils finissent par être complémentaires sur le terrain.

Le nombre total de leaders religieux et politiques touchés par le dialogue politique est peut-être moins important que l'effet cumulatif de ce processus. On arrive donc à un moment de changement qualitatif de comportement dans la lutte contre le SIDA, où les messages disséminés au sein de la population sont validés sur le plan scientifique par les experts médicaux et sur le plan moral et spirituel par les autorités religieuses.

Réunis du 29 au 30 mars 1995 au Meridien Président, les 260 participants représentant les Khalifs généraux du Sénégal, les Imams, les associations islamiques et les mouvements de la société civile ont procédé à un large échange de vue, à une profonde concertation pour tenter d'apporter les réponses du Coran et de la Sunna face à la maladie du SIDA et ses redoutables conséquences sur la société sénégalaises.

Résolution générale du premier colloque "SIDA et Religion" : Les réponses de l'Islam face à la pandémie du 20ème siècle
28-29 shawwal 1414

Cet apport va de la synergie, désormais effective entre les acteurs sur le terrain, à la tombée de plus en plus évidente de certains tabous, qui compromettaient les campagnes de sensibilisation, en passant par la renaissance d'une nouvelle conscience sur la gravité du SIDA.

7.1.1 ... Et la synergie s'installe

L'instauration du dialogue politique autour de la problématique du SIDA s'inscrit dans la tradition sénégalaise consistant à se concerter face à certains problèmes, en vue d'y trouver des réponses communes, rendant ainsi le dialogue possible à une échelle élevée de la société .

Des ONGs aux associations communautaires en passant par des institutions républicaines comme l'Assemblée Nationale, on semble désormais partager des préoccupations similaires. Même entre les hiérarchies religieuses de confession différente, et entre les forces du changement et les tenants des valeurs traditionnelles généralement plus conservateurs, les querelles se dissipent de plus en plus pour laisser la place à l'esprit de collaboration et de consensus quand il s'agit de conjuguer les forces pour faire face au SIDA.

C'est d'autant plus vrai qu'avec l'organisation des "Journées parlementaires sur le SIDA", on a vu le milieu communautaire, incarné par les associations et les ONG, escalader les marches de la maison de l'Assemblée nationale à la rencontre directe des représentants du peuple que sont les députés.

"Le colloque d'aujourd'hui me rappelle les grandes consultations communautaires que les rois du Sine faisaient organiser par les leaders de la religion traditionnelle à l'annonce d'une calamité qui se répand de proche en proche. En effet, dans une telle circonstance, les saltiguis expliquaient aux populations, lors de grandes assemblées, la gravité du danger, révélaient les combats qu'ils ont menés pour le contenir, et recommandaient une conduite à tenir pour se protéger individuellement surtout pour sauvegarder le pays... Au sortir de ces rencontres, chacun respectait scrupuleusement les consignes données par les chefs, car la collectivité se préserve par des comportements individuels aussi."

Emile Dally Diouf
Président de SIDA Service
Allocution
Actes du Colloque SIDA et Religion : Réponses des églises chrétiennes



Le Vice-Président de l'Assemblée Nationale Mr Christian Valentin s'entretenant avec les représentants des ONG dans le hall de l'Assemblée Nationale.

Un esprit de solidarité

La même opportunité a également scellé une franche collaboration entre les députés, toutes tendances politiques confondues. C'est dans un esprit de solidarité que les députés issus des partis d'opposition et ceux de la majorité au pouvoir ont participé à ces Journées parlementaires.

"Le SIDA a fait de nous des frères, nous devons renforcer entre nous, la concertation, l'amitié et les sentiments..." a conclu l'un des vice présidents de l'Assemblée Nationale, M. Christian Valantin.

Il est tout autant émouvant d'assister à ce nouveau vent d'ouverture qui souffle dans le milieu des chrétiens au Sénégal. Bien qu'étant une minorité engloutie dans la masse musulmane, catholiques et protestants n'arrivaient pas souvent à parler le même langage *a fortiori* se concerter.

"La présence aux côtés de son Eminence le Cardinal Hyacinthe Thiandoum du Pasteur, représentant les églises protestantes et évangéliques et du président de l'Association Nationale des Imams du Sénégal, El Hadj Maodo Sylla et la collaboration traditionnelle entre JAMRA, ONG d'obédience islamique et SIDA Service, ONG d'obédience chrétienne avec le Comité SIDA, constituent l'illustration la plus éloquente de la tolérance et du dialogue inter religieux dans notre pays..."

Me. Ousmane Ngom
Ministre de la Santé Publique et de l'Action Sociale
Allocution d'ouverture Colloque SIDA et Religion : Réponses des églises chrétiennes

C'est d'ailleurs sous cet aspect qu'une des réussites de ce colloque a été vue :

"L'importance du colloque "SIDA et religion : la réponse des Eglises chrétiennes" c'est que cela a été organisé avec les églises catholiques et protestantes et ça c'est quand même quelque chose de nouveau de voir que les Eglises travaillent ensemble au Sénégal pour la mise en place d'un tel colloque" (Soeur Marie-Luc, membre fondateur de SIDA-Service).

La même atmosphère d'ouverture et de collaboration règne dans le milieu musulman du Sénégal. Le colloque sur la réponse de l'Islam au SIDA a permis en effet à l'ONG JAMRA de réunir les différentes confréries musulmanes du pays autour d'une même plate-forme : la lutte contre le SIDA

Cette image est encore plus significative quand on sait le sens de collaboration qui avait prévalu dans le rapport entre JAMRA, d'obédience musulmane, et SIDA Service, une association catholique, pour aboutir à la réussite du même colloque.

Cette tendance a été couronnée par la présence effective de toute la haute sphère aussi bien catholique, protestante que musulmane autour d'une même table, à côté du ministre de la Santé pour présider la cérémonie d'ouverture du colloque sur la réponse des Eglises aux problèmes du SIDA.

C'est donc l'ouverture et le sens de collaboration dont les uns et les autres ont fait montre, surmontant parfois beaucoup d'obstacles, qui constituent aujourd'hui le cadre dans lequel s'est installée cette synergie, qui, comme un maillon, s'appuie sur toutes les chaînes qui la constituent pour pouvoir tourner.

La tombée de certains tabous auquel on assiste dans la lutte contre le SIDA au Sénégal est un des signes de ce changement qualitatif de comportement.

7.1.2- La tombée des tabous

Qui eût cru que le SIDA allait faire un jour l'objet de messages des plus hautes hiérarchies religieuses du Sénégal diffusés à la télévision nationale ou communiqués lors des grandes cérémonies religieuses ?

Qui eût cru que des leaders traditionnels pouvaient un jour, avec autant de lucidité, remettre en cause certaines pratiques traditionnelles et en appeler au sens de responsabilité de leur communauté ?

Qui eût cru qu'une religieuse allait s'exprimer avec autant d'aisance sur le préservatif devant une foule de jeunes ?

Qui eût cru enfin qu'un jour certains imams des zones rurales allaient prendre eux-mêmes l'initiative de faire le tour des villages pour convaincre leurs coreligionnaires sur la gravité du SIDA pour la communauté ?

En tout cas, il y a quelques années encore, certaines images auraient été simplement inimaginables. Pourtant elles sont présentement quotidiennes sur le terrain :

- Les messages du Khalife général des Tidianes et de ceux du Khalife général des Layennes diffusés à la télévision nationale, ainsi que les prêches occasionnels du Cardinal sur le SIDA ont en effet permis à la lutte contre le SIDA au Sénégal de briser certains tabous qui confinaient, il y a quelque temps encore, les discours sur le SIDA entre quatre murs de conférences et ateliers... loin du grand public.
- Dans un village, invisible sur la carte du Sénégal, et situé à une dizaine de kilomètres de la Gambie, un jeune imam, la quarantaine légèrement entamée, impressionne par la précision de son discours quand il développe les raisons de son engagement dans la lutte contre le SIDA.

"Le problème du SIDA doit d'abord nous concerner si nous voulons prémunir notre communauté contre cette maladie", dit-il. A son actif, des campagnes de sensibilisation dans les villages environnants qu'il a initiées.

Et c'est avec sourire aux lèvres que ce leader religieux de type nouveau cueille aujourd'hui les fruits de ses actions :

"Dieu merci, partout où je suis passé, les populations prennent de plus en plus conscience de cette situation, au point qu'on n'enregistre plus ces derniers temps les cas de grossesses non désirées qui étaient fréquents il y a quelque temps encore chez les jeunes".

*Dans une société où
le débat sur la sexualité...
porte l'estampille du tabou...*

*...un discours public
plus ouvert*

...Monseigneur Thiandoum a rappelé que "l'Eglise Catholique n'impose à personne sa position", quant aux moyens de lutte contre le terrible fléau, même si elle sait bénéficier de l'assentiment "de l'immense majorité des fidèles croyants de ce pays"...

Elle préfère parler de "préservatif moral" face à [ce] mal...Toutefois, l'Evêque de Dakar admet que "le préservatif, dans les cas où on ne peut faire autrement, peut être un moindre mal pour éviter la mort à autrui". Là, en effet, son usage devient "acte de charité" selon le prélat...

Jacques Mondor Diouf, Le Soleil

C'est un principe moral bien connu qu' "entre deux maux, il faut choisir le moindre" (...). Ceux qui refusent systématiquement la fidélité, la chasteté ont un impérieux devoir de protection envers leur partenaire et envers eux-mêmes. L'usage des préservatifs peut-être rendu licite dans certains cas. C'est un moindre mal, un recours ultime et exceptionnel dans une situation qui est menaçante, car "tu ne tueras pas".

Abbé Alexandre Mbengue

Colloque SIDA et Religion : Réponses des églises chrétiennes

Est-ce qu'il y a une position de l'Islam par rapport à l'utilisation du préservatif ? Il n'y a pas une position "en tant que telle", soutient le Pr Samb, "parce que l'Islam édicte des principes". Si l'utilisation du condom vise à préserver la santé du couple, l'Islam y souscrit parfaitement parce que l'Islam est pour le bonheur de l'homme qui est le vicaire de Dieu sur cette terre. L'homme a donc une mission à remplir et si on lui facilite cette mission, je pense que c'est dans la tradition de l'Islam. Le préservatif en tant que mesure pour protéger la santé est accepté par l'Islam.

El Bachir Sow, Le Soleil

Nous ne sommes pas des va-t-en-guerre par rapport au préservatif. Nous ne sommes pas comme certains théologiens qui qualifient le préservatif d'outil du diable...Le préservatif pour nous est un simple outil technologique. Les divergences que nous pouvons avoir avec d'autres approches réside dans la stratégie de marketing social du préservatif...Nous disons que l'Islam ne condamne pas le préservatif parce que vous ne trouverez nulle part le mot préservatif dans un verset du Coran. Ce que l'Islam condamne, c'est ce que la morale condamne et c'est ce qu'un responsable politique conséquent peut condamner, c'est à dire une certaine distribution anarchique qui encourage la débauche...Donc nous disons que l'Islam peut accepter le préservatif, mais dans le cadre d'un couple discordant par exemple.

Interview de Latif Guèye, Président de l'ONG JAMRA, Sud Quotidien du jeudi 7 novembre 19997, N°1075

- A Ziguinchor, un médecin membre d'une équipe de spécialistes a abordé un chef de quartier, d'un âge avancé, sur son engagement dans la lutte contre le SIDA. Avec beaucoup de gestes de bienséance liés au respect dû à cette vieille personne et au caractère tabou de ce sujet, le médecin s'est approché du notable pour lui expliquer, à voix basse à peine audible, l'objet de sa visite. Alors qu'il était en pleine conversation avec ses pairs du quartier, ce sage devait donner une bonne leçon de lutte contre le SIDA à son interlocuteur : "Si c'est le SIDA, il faut parler à haute voix. Y a pas de honte ici parce que c'est un problème grave".

Ces anecdotes, loin d'être des cas isolés, constituent plutôt la confirmation la plus significative de certaines tendances qui se dégagent dans la perception de la problématique du SIDA par les composantes de la société sénégalaise.

Un autre fait vient corroborer la constatation d'un discours public plus ouvert. Le concept du "préservatif moral" a été le slogan le plus porteur au dire des différentes personnes rencontrées. Par ce concept, JAMRA a permis l'ouverture du dialogue dans le milieu islamique et le milieu religieux sénégalais en général.

Dans une société aussi hiérarchisée et religieuse où le débat sur la sexualité dans sa globalité porte l'estampille du tabou, la manifestation de cet état d'esprit témoigne, sans aucun doute, de la renaissance d'une certaine conscience.

7.1.3 - La renaissance d'une conscience

On peut ainsi résumer l'esprit qui anime de plus en plus les leaders sur le terrain. Face au SIDA, ce n'est pas le blâme ni l'exclusion, mais plutôt l'engagement dans la lutte et la motivation de protéger les collectivités qui comptent. Car, avant tout, "nous et notre communauté sommes les principaux concernés".

Dans ce nouvel élan, chefs religieux, syndicalistes, personnes vivant avec le VIH et jeunes leaders d'associations empruntent le même chemin, en rang serré et sans exclusion, dans la lutte contre le SIDA.

"Nous cultivons le même champ, nous devons nous entendre, nous devons nous voir, nous devons nous compléter", lance, un haut responsable de la confrérie Tidiane de Dakar comme pour appeler toutes les composantes à se réunir sur une plate-forme.

Cette renaissance de conscience se traduit également par la spontanéité avec laquelle différentes initiatives individuelles "se retroussent les manches" sur le terrain pour mobiliser leurs communautés autour de la problématique du SIDA. Quand un responsable d'une association fait le tour des villages à pied pour sensibiliser les populations contre le SIDA; Quand une responsable politique par ailleurs restauratrice transforme son commerce en un cadre de sensibilisation pour ses clients camionneurs; Quand enfin, par la volonté et la détermination d'un seul de ses membres, disposant de peu de

moyens, un influent syndicat de la place a réussi à démultiplier les activités sur le SIDA dans ses 44 sections, quelque chose a bel et bien changé dans les consciences.

On assiste de plus en plus à l'appropriation, par des individualités, de discours et d'actes pour la lutte contre le SIDA. Cette cause semble être épousée avec une émotion qui tranche avec l'accueil indifférent fait par les communautés aux premiers messages sur le problème du SIDA.

Mais la réussite de ce début de processus de dialogue politique ne s'est pas faite sans contraintes qui ont nécessité parfois de procéder à des réajustements.

Ce n'est pas le blâme ni l'exclusion, mais plutôt l'engagement dans la lutte et la motivation de protéger les collectivités qui comptent...

LUTTE CONTRE LE SIDA L'UDEN s'engage

Les 9-10-11 Avril 1996, le BEN de l'UDEN a organisé, en partenariat avec l'Alliance Nationale Contre le Sida (ANCS) et le Ministère de l'Éducation Nationale (MEN), un séminaire national de formation et de production sur le thème "VIH et SIDA".

Ces trois jours de travaux constituent le premier jalon d'une stratégie d'implication effective et responsable de notre organisation dans la lutte contre la pandémie du SIDA. Elle a perçu assez tôt le rôle primordial que les enseignants peuvent jouer dans l'information et la sensibilisation des populations pour un changement véritable des comportements face à l'expansion du SIDA;

Pendant deux jours, des militants du BEN et de la base, de Dakar et des régions ont entendu des communications traitant de tous les aspects du VIH et du SIDA. Ces communications ont été assurées avec brio par le pro-

fesseur Eva Marie Coll SECK du C.H.U. de Fann, Alpha WADE ingénieur statisticien au laboratoire de virologie de l'H.A.L.D. de Dakar et le Docteur Georges Tiendrébéogo de Sida-service. Avec du matériel audio-visuel gracieusement mis à notre disposition par Sida-service et A.C.I. (Africa Consultance International), les militants ont eu leur dose d'informations et d'émotions.

Le 3ème jour, dans des travaux d'ateliers introduits par le camarade Moussa NDAO de l'INEADE, les militants ont réfléchi sur les stratégies à mettre en œuvre en milieu scolaire pour impliquer notre syndicat dans cette croisade contre le VIH.

Le fonctionnement effectif de la commission restreinte mise en place et le respect des termes du contrat élaboré en fin de travaux, constituent dorénavant l'un des principaux défis que l'UDEN aura à relever dans son combat pour une Education de qualité.

Mor MBENGUE

Les lacunes dans la conception du processus

7.2- Les limites

Elles se rapportent non seulement aux difficultés que l'instauration du dialogue politique a rencontrées dans son processus, mais elles découlent également des insuffisances liées au processus lui-même. En fait, dans son instauration, le dialogue politique a été confronté à un certain nombre d'obstacles extérieurs au processus, mais dont les origines pourraient se trouver dans la conception même de la stratégie globale de sa mise en oeuvre.

7.2.1 - Difficultés

A ses débuts, le dialogue politique s'est heurté au fait que les Comités régionaux de lutte contre le SIDA (CRLS) semblaient n'être pas bien préparés à accueillir la démarche. Déjà insuffisamment actifs dans le mouvement de lutte contre le SIDA au niveau national de manière générale, les CRLS, pour la plupart, n'ont pas efficacement oeuvré à l'instauration du dialogue politique dans les régions du pays.

L'identification des acteurs et leaders régionaux et les prises de contacts nécessaires pour l'instauration de ce dialogue, ainsi que le suivi des activités, qui devaient être leur rôle, ont ainsi pêché. Cette situation a eu certaines répercussions négatives aussi bien dans la phase préparatoire qu'exécutoire de la formation destinée aux leaders communautaires dans les régions.

ACI, à qui cette tâche revenait, a éprouvé quelques difficultés lorsqu'il s'est agi de faire sélectionner par les instances administratives régionales ou départementales, les leaders commu-

nautaires, et de veiller au respect strict de leur représentativité et de leur audience au sein de leur communauté. Par conséquent, sur le terrain, il est parfois arrivé que les activités liées au dialogue politique piétinent parce que tel ou tel leader impliqué dans le processus se révélait moins représentatif ou parce que simplement ses responsabilités quotidiennes ne lui permettaient pas de jouer le rôle pour lequel il a été impliqué dans le dialogue.

7.2.2 - Insuffisances

Outre les difficultés imputables aux facteurs extérieurs au processus du dialogue politique, il faut mentionner les lacunes dans la conception du processus même :

- le choix d'interlocuteur pour l'implication de certains groupes
- la définition insuffisante des attentes visées dans l'implication de certains leaders et de leur institution
- le manque de suivi de la formation
- les retards dans la mise en place des moyens financiers, techniques et matériels

7.2.2.1 - Choix d'interlocuteurs : le cas des chrétiens

Envers les religieux, l'approche a un peu failli lorsqu'il s'est agi de confier à SIDA Service, d'obédience catholique, la tâche de négocier l'adhésion des Protestants. Autant SIDA Service était l'interlocuteur de choix pour la mobilisation des leaders catholiques, autant leur rôle d'implication des Protestants semble négliger

non seulement les contradictions internes entre les Protestants eux-mêmes sur le SIDA, mais surtout les vieilles divergences qui minaient depuis toujours leurs rapports avec les Catholiques. Heureusement que tout s'est positivement bien passé, mais cela aurait pu être autrement sous d'autres cieux.

7.2.2.2 - Définition insuffisante des attentes individuelles et le manque de réponse institutionnelle - le cas de l'Assemblée Nationale

A l'égard de certains leaders le processus bute quelque peu sur la définition claire des attentes et des objectifs visés dans leur implication dans la lutte contre le SIDA. Ce cas de figure est plus spécifique à l'expérience des Journées parlementaires d'information. Les députés ont été certes bien sensibilisés, bel et bien impliqués dans le dialogue, cependant ils sont nombreux à s'interroger sur le rôle qui devait être le leur dans ce dialogue. Certains ne savent pas quoi faire sur le terrain. Le temps n'a pas permis aux membres de l'Assemblée de définir eux-mêmes clairement ce qu'ils pourraient faire. Néanmoins, le fait qu'ils s'interrogent sur leur rôle est déjà un acquis.

En plus, à un autre niveau d'analyse, on s'aperçoit que la démarche n'a pas encore abouti à une réponse institutionnelle. Cette situation pourrait expliquer l'impuissance dans laquelle se trouvent certains parlementaires engagés et déterminés, mais limités dans leurs actions. C'est que l'institution ne leur a pas offert cette opportunité et les moyens nécessaires pour leur implication dans la lutte contre le SIDA. Cette lecture

des choses est d'autant plus vraie que depuis l'implication officielle du Parlement par l'organisation des "Journées parlementaires d'information sur le SIDA", les sessions parlementaires se succèdent, pour l'instant, sans acte législatif concret du Parlement en matière du SIDA.

7.2.2.3 - Manque de suivi de la formation

Il y a aussi des failles dans le suivi du processus d'instauration du dialogue politique. En fait, l'approche qui a été adoptée dans la sensibilisation des leaders n'a été que ponctuelle et non continue. De sorte qu'après les formations, il régnait généralement une période vide où les leaders sont laissés à eux-mêmes sans indications précises. Tout s'est passé comme si ces formations constituaient déjà en elles-mêmes un gage suffisant pour l'engagement efficace et continu de ces leaders. Or, sur le terrain, cette situation se traduisait assez souvent par l'arrêt des activités et donc du processus.

7.2.2.4 - Lenteurs administratives

Ce manque de suivi s'ajoute également aux lenteurs administratives dont ne manquaient pas de se plaindre les différents partenaires de AIDSCAP. Ces lenteurs, dus souvent à une surcharge de travail du personnel de AIDSCAP, sont généralement les causes des retards observés dans la mise en place des moyens aussi bien financiers, techniques que matériels destinés aux activités sur le terrain. Il découle donc de cette situation le retard dans le démarrage et dans l'exécution des activités dans les délais initialement prévus.

VIII- LES LEÇONS APPRISES

Dans le processus du dialogue politique au Sénégal, des enseignements ont été tirés des expériences des acteurs sur le terrain. Ces enseignements, qui découlent des réussites, des failles et des insuffisances, sont d'ordre général, mais aussi spécifiques à la préparation, à la formation, et au suivi. Ils sont ainsi regroupés en dix points reflétant les leçons fondamentales tirées à ce stade du processus.

Contrairement aux appréhensions de départ, la religion peut être un allié précieux pour la lutte contre le SIDA, à condition de convaincre les leaders de s'impliquer.

L'interlocuteur doit inspirer confiance aux leaders d'opinion qu'il est censé impliquer; en un mot, être crédible.

L'implication des leaders est capitale. Cependant, si les leaders d'opinion et les leaders politiques permettent une grande mobilisation sociale, ce sont les leaders religieux et les médecins qui garantissent la crédibilité des messages.

Il est important d'associer les leaders à toutes les étapes (conception, exécution, suivi des activités).

Dans le dialogue politique, il faut donner le temps et les moyens nécessaires à la préparation, car c'est une étape longue et difficile dont dépendent les résultats.

Il faut se servir de tous les réseaux de relations, formels ou informels, pour identifier et préparer des alliés qui appuieront les activités de sensibilisation.

Pour impliquer les leaders dans la lutte contre le SIDA, il est important d'aller à leur rencontre; les écouter attentivement; prendre en compte la représentation qu'ils se font de l'épidémie, la perception de leurs besoins et leurs idées concernant des réponses adaptées à l'épidémie.

Dans la formation, il est important d'utiliser une méthode participative qui favorise une réflexion collective (partage d'idées, de connaissances, d'expériences) et d'allier une sensibilisation affective à une sensibilisation cognitive.

Il est nécessaire de prévoir "l'après formation" (suivi, monitoring, approche, conseil) afin de répondre aux besoins spécifiques de chaque type de leaders et de "maintenir la flamme" en lui.

Il est important de demander à chaque type de leader de faire ce qu'il est le mieux placé pour faire; ex : pour les religieux, parler de l'abstinence et de la fidélité et de la prise en charge des personnes vivant avec le VIH; aux parlementaires, leur demander d'intervenir au niveau du vote du budget et des lois; au corps médical et à certaines ONG et Associations, de promouvoir l'utilisation du préservatif.



La valorisation de la participation de l'autre en est en effet le concept-clé

Echange de points de vue entre participants a la formation ACI pour les leaders d'opinions de Rufisque.

IX - CONCLUSIONS ET PERSPECTIVES

Former une masse critique capable de conduire à un changement d'échelle

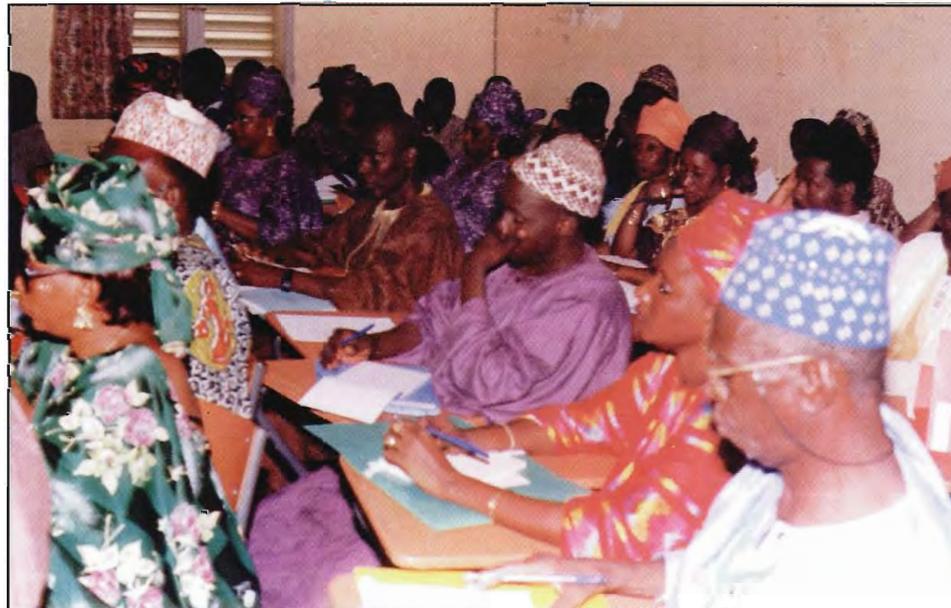
Le dialogue politique, rappelons-le, est d'abord un processus d'information et de sensibilisation voire de plaidoyer auprès de personnes reconnues comme leaders, guides ou responsables dans leurs communautés. Son objectif est de créer un environnement propice aux activités de lutte contre le SIDA et à l'adoption par les populations de comportements responsables face à l'épidémie.

La stratégie qui a abouti à l'instauration de ce dialogue politique autour du SIDA au Sénégal, a été conçue et appliquée selon le niveau de connaissances, le niveau d'acceptation et de préoccupation de chacun de ces groupes de leaders sur la réalité du SIDA.

Il s'agit, en fait, de la transposition et de l'appropriation de certaines pratiques et mœurs, spécifiques à la culture sénégalaise, qui érigent la concertation et le dialogue en valeurs incontournables susceptibles d'apporter une réponse efficace à n'importe quelle situation. La valorisation de la participation de l'autre en est en effet le concept clé.

Mais pour réussir, ce processus doit nécessairement aboutir à la création de synergies entre différents acteurs, entre différents leaders; car même si tous n'ont pas la même fonction sociale, le même niveau, ou le même type de responsabilités au sein de leur communauté, il est important d'amener les uns et les autres à se soutenir mutuellement.

Il faut certes développer des actions en direction des leaders selon leurs spécificités, mais il est aussi important, à l'instar de ce qui a été fait au niveau des formations dans les régions, de mettre ensemble différents types de leaders. Non seulement leurs actions se complètent, mais aussi et surtout, ils apprennent à s'épauler les uns les autres et à créer la synergie nécessaire qui est l'objectif premier du dialogue politique : mobiliser en même temps, tous les acteurs autour de la même question afin de former une masse critique capable de conduire à un changement d'échelle (adoption généralisée de nouvelles attitudes et de nouveaux comportements).



Les participants à la formation ACI des leaders d'opinion de la région de Kaolack.

En effet, la mise en relation des leaders d'opinion contribue fortement au dialogue entre les politiques par le renforcement de la conviction individuelle, l'harmonisation des messages et approches, la solidarité accrue entre les leaders et la diminution de la "compétition" dans la lutte contre le SIDA:

- Ainsi, la synergie entre médecins et leaders religieux permet de donner une crédibilité scientifique et morale aux actions des intervenants sur le terrain.
- Des leaders d'opinion comme les journalistes aident à une plus large diffusion des discours des religieux et scientifiques.
- Les parlementaires eux, contribuent à la mobilisation de franges plus importantes de la population et peuvent voter les lois nécessaires pour renforcer la lutte.

Chacun de ces leaders permet dans une certaine mesure de valider sur le plan moral, religieux ou scientifique, les actions des ONG et associations qui lutte contre le SIDA sur le terrain.

Il est même permis d'espérer que le fait que le programme de lutte contre le SIDA ait impliqué, par exemple, les leaders religieux dans les questions de la santé ouvre la porte pour leur implication dans d'autres actions de développement.

Cette approche consistant à impliquer toutes les couches sociales est si bien appréciée que, sur le terrain, nombreux sont les leaders qui souhaitent son élargissement à d'autres catégories. D'ailleurs, certains estiment que le dialogue politique demeure inachevée parce qu'une entité, et non la moindre, n'a pas jusqu'à présent été directement impliquée. Il s'agit du gouvernement sénégalais dont l'implication permettrait de renforcer la politique de lutte contre le SIDA et même faciliter **beaucoup de choses** sur le plan purement administratif.

Le processus du dialogue politique au Sénégal est déjà à ce stade de réalisation une "success story". Pour la première fois dans ce pays, de nombreux acteurs de différentes composantes de la société sénégalaise ont commencé à se mobiliser au service d'une seule et même cause pour sauver leurs populations.

Ce processus, riche d'enseignements, n'est qu'un début et doit être poursuivi et élargi pour aboutir à plus de changements concrets et durables.

De nombreux acteurs de différentes composantes de la société sénégalaise ont commencé à se mobiliser au service d'une seule et même cause pour sauver leurs populations...

EQUIPE DE REALISATION

REDACTION

Edmond BAGDE
Gary ENGELBERG
Fatou SARR

MAQUETTE ET MONTAGE

Charles SILVA

PHOTOS

ACI, AIDSCAP, JAMRA, SIDA-Service

COUPURES DE PRESSE

Sud Quotidien, Le Soleil, Wal Fadjri, La Vérité, L'Ecole du 13 Mai

COLLAGES

Gary ENGELBERG

COORDINATION

Africa Consultants International (ACI)

FINANCEMENT

AIDSCAP

IMPRESSION

Imprimerie Saint-Paul, Dakar

REPONSES DE L'ISLAM A LA PANDEMIE DU 20^e SIECLE

Organisé par l'ONG JAMRA sous l'égide du Comité national de Lutte contre le SIDA en collab...

du 29 au 30 mars 1995 au Méridien Président, les 260 participants... les Khalifes généraux du Sénégal, des Imams, les associations et... de la société civile ont procédé à un large... de concertation pour tenter... à la maladie du SIDA et...

coutumiers, d'Imams...

Les députés enfourchent le cheval de bataille

JOURNEES
Priorité
député

Lutte contre

CONSULTANTS INTERNATIONAL service de la lutte contre le sida

Les députés à l'école du sida

La convergence de la Bible et du Coran

LA REPONSE DE LA RELIGION SUR LE SIDA

LUTTE CONTRE LE SIDA

(Suite de la P.1)
Dans son discours d'ouverture, le président de l'Assemblée nationale a lancé à l'attention des participants un message de...

le professeur... ans et de membres du comité... Rappelons qu'il y a quelques années, une grande envergure sur SIDA en janvier 1996 en... ment catholique...

ISLAM ET PREVENTION DU SIDA

Lancement d'un guide religieux

Quelle est la particularité de la démarche de l'AcI? Gary Engelberg: La formation de l'AcI est une adaptation de la formation que nous avons aidé à mettre sur pied pour le Pnud. Mais ce qui est particulièrement remarquable dans notre formation c'est surtout la relation qu'elle cherche toujours à établir avec une formation intellectuelle et affective. On espère que les bénéficiaires de la formation seront aussi bien sur le plan...



1/12/95 le soleil